

Sénégal

Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural (PADAER)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: du 18 au 30 avril 2017

Date du document: 30/05/2017

No. du Projet: 1614 - SN

No. du rapport: 4462-SN

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

SIGLES ET ACRONYMES	iii
A. Introduction	5
B. Vue d'ensemble de l'exécution du programme	5
C. Produits et effets	8
D. État d'avancement de l'exécution du programme	15
E. Aspects fiduciaires	20
F. Durabilité	26
G. Autres : Partenariat et Environnement	27
H. Conclusion	28

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées	30
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	35
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	41
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	51
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	56
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	59
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	61

SIGLES ET ACRONYMES

ANCAR :	Agence National de Conseil Agricole et Rural
BAMTAARÉ :	Base d'Appui aux Méthodes et Techniques pour l'Agriculture, les autres Activités Rurales et l'Environnement
CCR :	Comité Consultatif Régional
CRA :	Comité Régional d'Approbation
DAO :	Dossier d'Appel d'Offres
FIDA :	Fonds International de Développement Agricole
MPER :	Micro et Petites Entreprises Rurales
OP :	Organisations de Producteurs
PAFA :	Projet d'Appui aux Filières Agricoles
PADAER :	Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural
PAPIL	Projet d'appui à la Petite Irrigation locale
PIV :	Périmètre Irrigué Villageois
PMER :	Petite et Moyenne Entreprise Rurale
PRCG	Programme de Renforcement des Capacités et de Gestion
PRODAM :	Projet de Développement Agricole de Matam
PROMER II :	Projet de Promotion de l'Entreprenariat Rural - Phase 2
PSE :	Plan Sénégal Emergent
PSNF :	Prestataire de Services Non Financiers
PTBA :	Programme de Travail et Budget Annuel
PRACAS :	Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise
PROMER II :	Projet de Promotion de l'Entreprenariat Rural Phase 2
RAF :	Responsable Administratif et Financier
RSE :	Responsable Composante Suivi et Evaluation
SFD :	Système Financier Décentralisé
SRI :	Système de Riziculture Intensive
SYGRI/RIMS :	Système de Gestion des Résultats et Impacts / Results and Impacts Management System
TDR :	Termes de Référence
UCP :	Unité de Coordination du Programme
UP	Unité Pastorale

A. Introduction¹

1. Une mission de supervision conjointe du FIDA et du Gouvernement sénégalais a séjourné au Sénégal du 18 au 30 avril 2017 pour la supervision du Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural (PADAER). Son objectif était : i) d'évaluer la performance globale du programme et son impact ; ii) d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable ; iii) de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2017/2018, au premier trimestre, par composante aussi bien au niveau physique que financier ; iv) d'évaluer de façon globale les résultats de la campagne agricole 2016/2017, en termes quantitatives, qualitatives et de mise en marché des produits agricoles ; v) d'apprécier le niveau de préparation de la nouvelle campagne agricole 2017/2018 ; vi) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision d'octobre 2016 ; vii) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services du programme ; et viii) d'analyser avec l'équipe du programme et les partenaires impliqués dans la mise en œuvre les difficultés et contraintes rencontrées, et proposer des solutions appropriées.

2. La mission s'est rendue dans les régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda où elle a rencontré les autorités administratives et locales, les partenaires stratégiques (Bamtaare et ANCAR) et les services techniques déconcentrés de l'Etat (DRDR). Dans les différentes zones de production, la mission a également rencontré et discuté avec les producteurs et leurs organisations, des partenaires privés ainsi que d'autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme. Elle a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination du Programme (UCP) pour examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre du PTBA 2017/2018 et du déroulement de la campagne agricole 2017/2018.

3. La mission a présenté à l'UCP ses principales conclusions et recommandations préliminaires au cours d'une réunion à Tambacounda le 29 avril 2017. A Dakar, une réunion de restitution s'est tenue le 06 mai 2017 au Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan. Elle a été présidée par la Direction de la Coopération et des Financements Extérieurs (DCFE). Le présent Aide-mémoire fait le point des principaux constats, conclusions et recommandations de la mission et intègre les commentaires du Gouvernement et des différentes parties prenantes à la mise en œuvre du programme.

4. La mission tient à exprimer ses remerciements aux Autorités Sénégalaises, notamment les responsables des Ministères de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (Cabinet, DAPSA), de l'Économie des Finances et du Plan, de l'Élevage et des Productions Animales, les Autorités Administratives de Tambacounda, Kolda et Kédougou, les représentants des partenaires stratégiques, les organisations/associations de producteurs et leurs membres, et l'équipe du PADAER pour leur collaboration et leur soutien, qui ont permis le bon déroulement de la mission.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du programme

5. L'objectif de développement du PADAER est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs et éleveurs) et de créer des emplois durables pour les ruraux en particulier les jeunes et les femmes. Le Programme couvre les régions de Kédougou, Kolda, Matam et Tambacounda, et devrait toucher 50 000 petits exploitants pauvres, 975 Organisations de Producteurs (OP), 200 micros et petits entrepreneurs ruraux (MPER), ainsi que les petits éleveurs des Unités Pastorales (UP).

¹ Composition de la mission : Madame Lucia Di Troia, Chargé de Programme Auxiliaire au Bureau Régional de Dakar, représentant le Chargé de Portefeuille du FIDA pour le Sénégal, le Cabo Verde et le Bénin, Chef de mission, Madame Dounamba Konaré, Assistante de Programme au Bureau Régional de Dakar, Monsieur Lacine Ahidara, Ingénieur agronome, Consultant FIDA, Coordonnateur Technique de la mission, Monsieur Abdoulaye Tété Bakayoko, Expert financier, Consultant FIDA, Monsieur Magatte Wade, Ingénieur du génie rural, Consultant FIDA, et Monsieur Tahirou Amza, Agroéconomiste, Expert en organisation des producteurs et Monsieur Baba Ngom, représentant le CNCR. Le Gouvernement Sénégalais était représenté par Monsieur Omar Seck, Ingénieur agronome, représentant le Cabinet du Ministère de l'Agriculture et de l'équipement rural, Madame Khady Dramé, Economiste Rurale, représentant la DAPSA, Monsieur Mamadou Abib Ka, Ingénieur agronome, Représentant le Ministère de l'Élevage et des productions animales, et Messieurs Ibrahima Diouf et Ahmadou Sarr, représentants respectivement la DPB et la DCFE du Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan. Au niveau régional, Monsieur Tamsir Sakho, DRDR de Kédougou, Monsieur Yaya Dieng, représentant la DRDR de Kolda et les opérateurs de mise en œuvre se sont joints à la mission. Le coordonnateur du PADAER et son équipe ont pris une part active dans le déroulement de la mission.

6. A date, la mise en œuvre du programme a permis d'atteindre 43 753 ménages, soit 437 530 personnes dans 1 044 villages, soit 87,5% de son objectif global. En ce qui concerne les infrastructures d'appui à la production, le programme a poursuivi la mise en place des infrastructures hydro-agricoles, pastorales, de désenclavement et de commercialisation. Pour ces dernières, l'installation de complexes commerciaux et de valorisation des produits dans des sites stratégiques de grande production désenclavés par le programme s'avère un atout très appréciable pour les producteurs.

7. Le Programme a permis d'aménager 2070,4 ha de terres, ce qui constitue 91% de l'objectif visé dans le DCP et 102% de celui visé depuis la revue à mi-parcours. Les terres aménagées sont constituées de reprise de planage (763,9 ha), de bas-fonds (445 ha), de plaine d'épandage de crue (160 ha), d'aménagements parcellaires complémentaires en amont des micro-barrages (607 ha), de réhabilitation d'anciens périmètres PISO et de périmètres horticoles (94,5 ha).

8. Pour les travaux de renforcement d'UP, le programme a appuyé la mise en place au total de 12 parcs à vaccinations, 12 abreuvoirs, 9 bornes fontaines et 8 magasins d'aliment de bétail. Les travaux de la construction de 2 châteaux d'eau sont réalisés à hauteur de 98% et de 2 autres châteaux d'eau à 50%. Il est prévu de réaliser 8 parcs à vaccination dans les UP à réhabiliter, et d'orienter les fonds destinés aux puits pastoraux à la réhabilitation de forages. Par rapport aux objectifs quantitatifs du DCP pour les UP à réhabiliter, 8 abreuvoirs réalisés.

9. Les travaux de construction de 4 complexes commerciaux qui sont dotés d'un magasin d'une capacité de stockage de 120 tonnes chacun, de boutiques d'intrants, de locaux destinés aux opérations post récolte, d'une salle polyvalente et d'une aire de circulation pour les gros porteurs, sont réalisés avec un taux global de réalisation de 83% par rapport aux objectifs de tonnage visé dans le DCP. A ce jour grâce au partenariat avec le Projet de Pistes Communautaires (PPC), 73,5 Km de pistes ont été réalisés, auquel s'ajoute un tronçon de 3 km qui vient d'être réceptionné. Ce qui amène à un taux de réalisation de 102% de l'objectif du DCP. Les travaux de 18 Km complémentaires ont démarré dans les régions de Kolda et Tambacounda. Les pistes réalisées ont désenclavé une population de 25 979 (2 597 ménages) vivant dans 111 villages et hameaux avec des potentialités agricoles importantes.

10. La **production agricole** en vivriers dans la zone d'intervention du PADAER pour la campagne 2016/2017 est de 21 669 tonnes contre 35 259 tonnes en 2015/2016, soit une baisse de 38%. Cette baisse de la production est due à un déficit pluviométrique sur une longue période (22 jours) dont les effets se sont fait particulièrement sentir dans les régions de Tambacounda et Kolda. En ce qui concerne la région de Kédougou, la pause pluviométrique n'a pas eu d'effets majeurs sur la production de riz et de maïs. Les déficits pluviométriques rendent encore plus aléatoires les perspectives de production soutenue dans les zones concernées et où majeure partie des cultures se fait en pluvial. Cela met en exergue la nécessité de la maîtrise et de la gestion de l'eau, là où les conditions s'y prêtent, afin de renforcer la résilience des populations cibles du programme face aux fluctuations pluviométriques accentuées résultant des effets du changement climatique. D'autres mesures d'atténuation de risques sont également à prendre en compte, notamment l'utilisation de semences à cycle court, le respect des dates de semis et des itinéraires techniques, ainsi que la souscription à l'assurance agricole indiciaire.

11. **Micros et petites entreprises rurales.** Sur un objectif de 200 MPER ciblées, le PADAER a atteint, en mars 2017, 196 MPER, soit 98% de l'objectif quantitatif visé. Une étude de viabilité économique et de la durabilité de chacune de ces MPER est actuellement en cours. Les résultats de cette étude, qui seront disponibles au plus tard fin mai 2017, établira une typologie précise de chacune des dites MPER et déterminera les besoins d'appuis différenciés pour ces MPER. D'une manière générale, les MPER du portefeuille évoluent dans les filières et créneaux porteurs que sont : le fonio, le maïs, le mil, le fruit de baobab, le karité, le riz, le métal, la transformation des fruits et légumes et les prestations de services liés aux activités des filières. Au 31 mars 2017, les activités réalisées ont permis la création/consolidation de 1 560 emplois et un chiffre d'affaire consolidé de 1 118 536 967 FCFA.

12. L'appui du PADAER, au 31 mars 2017, a touché au total 1 146 OP dont 825 dans les régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda (235 de 3ème génération, 449 de 2ème génération et 141 de 1ère génération) et 321 dans la région de Matam sur une prévision de 975 OP dans le DCP. Le

niveau global de maturité des OP donne 70% de niveau 1, 25% de niveau 2 et 5% de niveau 3². Selon les informations disponibles pour 300 OP des trois régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda, au démarrage du programme 75% des OP était de niveau 1, 25% de niveau 2 et 0% de niveau 3³.

13. Les activités de professionnalisation et d'autonomisation ont été exécutées dans une collaboration satisfaisante avec des taux de réalisation allant jusqu'à 80%. Elles ont permis de préparer les OP à devenir des vrais acteurs du développement agricole avec des acquis de sécurisation de la production agricole et des revenus des producteurs. Des acquis en termes de capacités techniques et organisationnelles ont aussi été obtenus permettant aux OP de piloter leurs affaires de façon plus ou moins autonome et d'opérer dans un environnement favorable aux négociations entre acteurs. Ainsi, le poids économique et politique des OP dans les régions d'intervention, s'est fortement renforcé avec un leadership en pleine construction.

14. La subvention dégressive et l'épargne intrant sont bien appropriées par les OP et elles ont réussi à mobiliser leur contrepartie pour les deux premières campagnes. Cette mobilisation sera par contre difficile pour la campagne 2017/2018 en raison de la mauvaise pluviométrie de la campagne précédente d'où la nécessité d'une réflexion immédiate du PADAER et ses Partenaires sur la question, particulièrement dans les régions de Tambacounda et Kolda. Il en est de même pour les OP de la 3^{ème} génération qui ne pourront pas boucler leur cycle de 3 années de subvention (notamment pour la campagne 2018/2019). D'une manière générale, ce sont au total 63 OP (40 OP à Kédougou, 22 OP de l'union de Saré Mansaly et 1 OP de Tamba), toutes de 1^{ère} génération, qui sont aujourd'hui capables de se procurer des intrants sans l'appui du PADAER. Les autres OP de la 1^{ère} génération (359 OP) sont mises en relation avec les IMF pour compléter leurs intrants.

15. Au plan de la sécurisation de la production agricole, le PADAER a appuyé 46 OP à souscrire à l'assurance agricole indicielle. En raison des mauvais résultats de la campagne agricole 2016/2017, l'indemnisation a concerné : i) à Tambacounda, 171 producteurs issus de 8 OP pour un montant de 6 648 883 FCFA ; ii) à Kolda 2 unions ont été indemnisées pour un montant de 766 493 FCFA au profit de 35 producteurs, ce qui représente un apport important pour la sécurité alimentaire des ménages. La satisfaction des producteurs bénéficiaires est bonne et cela suscite l'engouement d'autres producteurs avec une demande de plus en plus forte malgré la couverture encore limitée. Cependant, la difficulté liée à l'indemnisation (indice de déclenchement) est réelle et nécessite des séances de sensibilisation des bénéficiaires. La mission note que le montant remboursé à travers l'indemnisation constituant une contribution au coût de préparation de la campagne, le programme facilite la mise en relation avec les IMF, afin d'assurer le complément nécessaire à l'acquisition des intrants. En général le montant maximum remboursé par l'assurance correspond à environ 80% de l'investissement total fait par le producteur sur la superficie concernée par l'assurance, et cela peut concerner les intrants comme les autres dépenses de production.

16. **Communication et gestion des savoirs.** A travers les supports radiophoniques, télévisuels, imprimés et virtuels, le PADAER a réalisé et diffusé des produits de capitalisation qui mettent en valeur ses réalisations. En outre, le programme a mis à profit les différentes opportunités représentées par plusieurs événements au niveau local, national et international, comme les foires agricoles et les journées dédiées à thématiques spécifiques, pour communiquer sur ses réalisations et innovations. Il a développé une étroite collaboration avec les organes de presse, la télévision et les radios locales, qui contribuent à une bonne visibilité du programme. Le PADAER a instauré des collaborations avec le consultant recruté par le Bureau-pays du FIDA, le PROCASUR et le FNDASP, dans le cadre du don sur le partage des connaissances octroyé par le FIDA, afin d'élaborer des supports imprimés et audiovisuels sur ses réalisations, bonnes pratiques et innovations. Dans la région de Kédougou, le programme a aussi mis en place des groupes d'apprentissage constitués par des producteurs considérés comme des champions locaux afin de faciliter le partage des connaissances et expériences entre eux et avec les autres producteurs dans leurs communautés. En outre, le PADAER organise des voyages d'étude pour les membres de l'équipe du programme et pour les bénéficiaires, afin de faciliter l'apprentissage d'autres expériences réussies.

² Analyse faite par le consultant sur la base des données collectées pendant la mission.

³ Rapport RMP du PADAER, mars 2016

17. **Innovations** Le programme a introduit certaines innovations dont : i) la fonction secondaire de désenclavement au niveau des ouvrages hydro-agricoles(digue-routes); ii) la grande capacité d'accueil des abreuvoirs et leur design (forme en T); iii) les parcs à vaccination multifonctionnels (grands et petits ruminants, quais d'embarquement),; et iv) la culture et la diffusion du riz de plateau dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou.

18. **Genre et ciblage.** Le programme a touché globalement 43 753 ménages ruraux soit 437 530 personnes, dont 60% de femmes et 28% de jeunes. Grace à la stratégie genre utilisée par le programme depuis les activités de sensibilisation et de sélection des bénéficiaires, les catégories vulnérables ont accès à l'appui conseil, à la formation, aux intrants de qualité, à l'équipement agricole, et à l'appui à l'entrepreneuriat rural, de la même façon que les autres groupes. Des activités complémentaires comme le maraichage ont été appuyées par le PADAER au profit surtout des femmes et des jeunes. Celles-ci ont permis de diversifier la production agricole et les sources de revenus, d'améliorer la qualité nutritive, mais aussi d'avoir des moyens alternatifs pour faire face aux mauvaises performances enregistrées lors de la campagne céréalière. Les mécanismes mis en place, tels que la subvention dégressive pour les OP (y compris les OP de 1^{ère} génération graduées de la subvention dégressive) et les appuis aux MPER, nécessitent d'un suivi de proximité et d'un accompagnement au profit surtout des cibles plus vulnérables. Le ciblage des jeunes issus des Associations Sportives et Culturelles (ASC) dans les filières agricoles, constitue une approche novatrice initiée à Kédougou et Kolda susceptible d'être renforcée et mise à l'échelle.

19. **Gestion financière** La comptabilité du programme fonctionne correctement sous Tom2Pro. Il en est de même de la génération automatique des DRF « Demande de Remboursement de Fonds », des 104 « Etat de Réconciliation du compte Désigné » et des Etats financiers sur la base des formulaires FIDA. Les décaissements sur les ressources du Prêt FIDA s'élèvent à 16 747 806,88 DTS sur un montant alloué de 20 200 000 DTS (10 885 000 \$ USD) soit un taux de décaissement en DTS de 82,91%. En tenant compte du montant de la DRF 41 (682 805,89 DTS) en préparation et sera transmis au FIDA en mi-mai 2017, le taux de décaissement projeté serait de 86.29% avec un montant total décaissé de 17 430 612,77 DTS. Les décaissements sur les ressources du Prêt FFE s'élèvent à 5 180 484,48 EURO sur un montant alloué de 7 000 000 EURO soit un taux de décaissement en EURO de 74.01%. En tenant compte du montant de la DRF 16 (152 794,78 EURO) en instruction au FIDA pour remboursement, le taux de décaissement projeté serait de 76.19% avec un montant total décaissé de 5 333 279,26 EURO.

20. Les états financiers au 31/12/2016 avec les notes explicatives sont disponibles et seront transmis au FIDA au plus tard le 30/04/2017 pour appréciation. L'audit des comptes 2016 démarrera le 22 mai 2017 afin que les rapports soient rendus disponibles et transmis au FIDA avant le 30 juin 2017.

C. Produits et effets

Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles

21. **Infrastructures hydro-agricoles.**Le programme a apporté une contribution importante dans les objectifs stratégiques du gouvernement en matière d'autosuffisance en riz en permettant la réhabilitation et la mise en valeur des 763,9 ha dans 28 périmètres irrigués villageois. Ce résultat dépasse largement les prévisions qui ne portaient que sur 200 ha de PIV.

22. Concernant les aménagements polypoies pour les cultures de diversification sur une superficie totale de 60 ha dans la région de Matam, l'entreprise chargée de la réalisation de 40 ha a démarré les études d'exécution et les infrastructures (forages et équipements d'irrigation) devraient être réceptionnées dans le courant du premier trimestre 2018.

23. Dans les régions de Kolda, Kédougou et Tambacounda, 607 ha d'aménagements parcellaires complémentaires ont été réalisés, sur un objectif initial (DCP) de 1100 ha, soit à un taux de 55%. Par rapport au cadre logique revu depuis la RMP, ce niveau d'achèvement représente 109% des 558 ha. Il faut simplement rappeler que ce type d'aménagement, a vu ses objectifs limités aux quantités

exécutées dans le cadre du PTBA 2016, du fait que le Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P2RS) prend le relais du PAPIL en amont des ouvrages réalisés par ce projet.

24. En matière de nouveaux aménagements de bas-fonds dans les régions de Kédougou, Kolda et Tambacounda, le projet a réalisé 445 ha sur un objectif de 255 ha du DCP, soit 175%. Il faut rappeler aussi que la RMP a revu l'objectif à 580 ha, donc ce résultat représente 77% de celui visé dans le cadre logique révisé.

25. Dans la région de Kédougou, il a été réalisé 160 ha de d'aménagement de plaines d'épandage de crues pour la production rizicole, ce qui représente 80% des objectifs initiaux qui demeurent inchangés.

26. Pour ce qui concerne la réhabilitation des PISO, les interventions du Programme ont été réorientées vers la création ou la réhabilitation de périmètres horticoles dans les régions de Kédougou, Kolda et Tambacounda. A ce jour, sur un objectif de 125 ha de périmètres horticoles ainsi prévu, la mission a constaté la réalisation de 94,5 ha, soit un taux d'exécution de 75,6% des prévisions attendus depuis la revue à mi-parcours.

27. En matière de conservation des eaux et des sols, de mise en défens et restauration des sols, les dernières réalisations du Programme ont porté sur 1151,8 ha de terres de bassins-versant traitées en amont des bas-fonds et vallées aménagées dans les régions de Kolda, Kédougou et Tambacounda. Cela a permis de porter le cumul de travaux des CES/DRS à 3609,6 ha soit un taux de réalisation de 60,2% des objectifs du DCP maintenus après la revue à mi-parcours. La progression de ce type d'activité demeure faible, et, compte tenu de la proximité de l'achèvement du Programme, il y a lieu de relever le rythme d'exécution pour réduire le risque de ne pas atteindre les objectifs prévus.

28. **Infrastructures pastorales.** Dans la région de Matam, la poursuite des travaux de renforcement d'Unités Pastorales (UP) existantes a abouti à l'achèvement de 12 parcs à vaccination, 12 abreuvoirs, 9 bornes fontaines et de 8 magasins d'aliment de bétail. La mission constate les faibles progrès dans la réalisation de 2 châteaux d'eau avec un taux de réalisation/achèvement de 98% et de 2 autres châteaux d'eau à 50%. Ces taux n'ont pas évolué depuis la dernière mission de supervision ce qui représente un ralentissement dans la progression des réalisations consécutives aux lenteurs de la procédure de résiliation et de relance du marché. Par contre, les 8 magasins de stockage d'aliments de bétail ont été achevés et réceptionnés. Il est prévu de réaliser 8 parcs à vaccination dans les UP à réhabiliter, et d'orienter les fonds destinés aux puits pastoraux à la réhabilitation de forages.

29. Les travaux concernant la création de nouvelles UP ont démarré au mois de Juin 2016. Ces travaux consistent en la construction de 10 abreuvoirs, 10 parcs à vaccination et 10 magasins d'aliments de bétail. La pause observée pendant la saison des pluies a ralenti un peu leur progression. Leur reprise a permis d'enregistrer actuellement des résultats intermédiaires significatifs traduits présentement par des réceptions provisoires⁴ qui ont concerné 2 abreuvoirs et 7 magasins de stockage. Pour les 10 forages et les 10 châteaux d'eau de ces nouvelles UP, les marchés pour l'exécution ont été attribués et les ordres de services sont transmis.

30. **Appui à l'accès aux facteurs de production.** Au cours de la campagne, ce sont globalement 650 tonnes de semences, 3 000 tonnes de Triple 15, 2 181 tonnes d'urée et 72 787 litres d'herbicide post levée qui ont été distribués dans la zone pluviale. En matière de semences, si pour le riz de bas-fonds les objectifs de production ont été dépassés (111%), il n'en a pas été de même pour le riz de

⁴Pour ce qui est de la création de nouvelles UP, le niveau d'exécution de ces infrastructures est réparti comme suit :

- Pour les abreuvoirs, 2 sont réceptionnés, 4 sont à 95% de réalisation et 4 autres sont à 50% ;
- Concernant les magasins de stockage d'aliment de bétail, 7 sont réceptionnés et les 3 autres sont à 60% de réalisation ;
- Pour ce qui est des parcs à vaccination, 8 sont réalisés à hauteur de 90% et les 2 autres sont à 60% de réalisation
- Concernant les 10 nouveaux forages et 10 châteaux d'eau, les ordres de services sont transmis.

plateau pour lequel le niveau d'atteinte des objectifs se situe à 78% (seule une partie de la commande passée au PNAR six mois auparavant a été satisfaite et quelque fois avec retard). En raison du déficit pluviométrique, et par conséquent de la mauvaise récolte des parcelles de multiplication de semence de la dernière campagne à Tambacounda et Kolda, ainsi que de la mise en place quelque fois tardive des intrants, le programme a passé commande auprès de BAMAARE de la totalité des facteurs de production dont auraient besoin les OP appuyées : il s'agit de 575 tonnes de semences (riz de bas-fonds, riz de plateau, maïs, niébé et fonio) pour emblaver 13 236ha, de 4 303 tonnes d'engrais pour la même superficie, et de 63 352 litres d'herbicides, pour 11 836 ha de riz et de maïs pour assurer l'approvisionnement des OP. Dans la lettre de commande, il est précisé que BAMAARE livrera les intrants au siège de l'OP ou, à défaut, dans le village-centre choisi d'un commun accord. A cette superficie pluviale, s'ajoute celle en SRI à Matam pour 763,9 ha avec un appui forfaitaire de 27 000 sur l'offsetage et 10 l de gasoil par hectare.

31. **Appui à la préparation des terres.** Les appuis du PADAER en matière de labour durant la campagne 2016/2017 ont concerné 4 000 ha de terres en plateaux et bas-fonds dans les 3 régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda. Pour ce qui concernera la campagne 2017/2018, les opérations de labour planifiées dans le PTBA prévoient 1 600 ha de bas-fonds dans la région de Tambacounda. A Kédougou, 3 tracteurs, acheté à travers l'appui du programme, sont déjà disponibles pour le labour, et 6 autres sont en voie de l'être si les négociations de l'UCP avec les autorités aboutissent dans le sens de leur livraison avant paiement. Dans cette région ce sont les unions sont chargées de la gestion de ces tracteurs.

32. **Déficit pluviométrique.** L'arrivée des pluies a été précoce dans les régions de Tambacounda et de Kolda. Les premières pluies ont été enregistrées à partir du 27 mai 2016. Dès le 31 mai, il s'en suivi une longue pause de plus de 22 jours au niveau de tous les postes suivis. Malgré les déficits enregistrés, on a constaté une bonne répartition des pluies dans le temps et dans l'espace suivi de l'arrêt brutal de celles-ci dans la dernière décade de septembre constaté partout. Dans ces deux régions, le mauvais hivernage 2016 a eu pour conséquence majeur le retard des semis, l'avortement des fleurs et le mauvais remplissage des grains surtout pour le riz. A Kédougou, bien que le cumul pluviométrique soit déficitaire par rapport à 2015, les semis ont été plus précoces et tous les intrants mis en place conformément aux objectifs du PTBA. Contrairement aux autres régions, il n'y a pas eu de longues pauses de la pluie et il y a eu une bonne répartition spatio-temporelle qui a permis un bon déroulement des semis du riz, du maïs et du fonio. La région a donc moins senti les effets du déficit.

33. **Rendements et production.** La superficie globalement emblavée est de 15 939 ha dans 600 villages. Cette superficie est essentiellement composée des cultures céréalières (8 822 ha de riz pluvial, 301 ha de riz en SRI contre saison chaude, 360 ha de riz en SRI hivernage, 5 516 ha de maïs, 313 ha de mil et 216 ha de fonio). A ces céréales s'ajoute la culture du niébé en guise de diversification des sources de revenus des bénéficiaires.

Superficies et productions des campagnes 2014, 2015 et 2016

Cultures	TOTAL superficies emblavées (ha)			TOTAL production (tonne)		
	2014	2015	2016	2014	2015	2016
Maïs	1284	5500	5705	3311,0	15591,2	7740,7
Riz Bas fond	787,24	2401	3538	1619,9	17824,5	8988,5
Riz de Plateau	131,7	3568	5350			
Riz irrigué (SRI)	105	228	301	750,5	1405,6	4353,2
Fonio	-	91	215	-	66,5	138,1
Niébé	-	242,5	518	-	222,4	93,4
Mil	-	242,5	312,8	-	371,2	375,7
TOTAL	2308	12273	15939	5681,4	35481,4	21689,5

34. L'analyse du tableau ci-dessus montre clairement le déficit de production lié à la mauvaise saison hivernale 2016. Les rendements enregistrés dans les zones sinistrées (Tambacounda et Kolda) ont varié entre 500 kg/ha et 1500 kg/ha. En effet, au moment où on s'attendait à récolter quelque 45 000 tonnes toutes spéculations confondues, ce sont seulement quelques 21 689 tonnes qui sont obtenues, avec comme corollaire, les difficultés des producteurs et leurs organisations à faire

face à la sécurité alimentaire, et surtout à la préparation de la prochaine campagne agricole. Une réflexion devra être menée pour une bonne stratégie de résilience des producteurs dans une région aux effets climatiques aussi aléatoires ; les thèmes de la multiplication de semences, de la mise à disposition des intrants à temps, de la gestion de l'eau, de l'appui aux ménages dans la diversité de leurs activités etc., devraient être abordés.

35. **Appui aux opérations post-récoltes.** Une stratégie reposant sur un partenariat entre PADAER, prestataire privé et OP a été mise en place pour rendre plus accessible les opérations post-récoltes. Le Programme a ainsi facilité l'accès des OP aux équipements de récolte et post-récolte en plus de l'acquisition de 450 116 sacs et de 1719 bâches. Pour faciliter les récoltes, 96 faucheuses mises à la disposition des OP des régions de Kédougou, Tambacounda et Kolda ainsi que 2 batteuses pour la région de Kédougou ont été mises à contribution. Ces 2 batteuses ont permis de traiter à la date du 20 février 2017 1390,5 tonnes de paddy sur une production totale de 5 762 tonnes, soit en valeur relative 25%. Le montant des prestations est de 18 540 000 FCFA. Les opérations de battage se poursuivent en même temps que la commercialisation du riz paddy. La capacité journalière des deux batteuses disponibles est de 8 tonnes. A Tambacounda, le partenariat PADAER/Ets Djibril SENE/OP a permis de traiter 750 tonnes de maïs pour un montant de 5 200 000 FCFA.

36. Pour le décorticage du riz, le Programme a incité les unions de producteurs à décortiquer une partie du riz paddy pour obtenir du riz blanc et bénéficier de la valeur ajoutée. Cette opération a débuté au mois de mars 2017. Le riz est conditionné dans les sacs de 25 et 50 Kg acquis par le PADAER dans le cadre de la convention avec Bio-essence. En attendant d'avoir un label commun chaque union a mis sur le sac son logo et son adresse. Les quantités retenues pour le décorticage sont de 300 tonnes de riz paddy avec un taux d'usinage de 55%, soit 165 tonnes de riz blanc à commercialiser pour une première année. Le prix retenu est de 7500 FCFA/sac de 25 kg.

37. Dans la région de Kolda, le même type de partenariat a permis le traitement des récoltes et l'apprentissage au profit de 19 jeunes entrepreneurs potentiels parmi lesquels 11 ont été sélectionnés pour bénéficier d'un appui du programme et être installés comme MPER dans leurs sites de production.

38. **Transfert du risque (Assurance agricole indicielle).** Pour sécuriser le fonds de campagne des agriculteurs face aux aléas de la pluviométrie, 46 OP ont été appuyées pour souscrire à l'assurance agricole en partenariat avec le Programme Alimentaire Mondiale et la Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Sénégal. Au titre de la présente campagne, à partir du *mapping* des OP, des données satellitaires disponibles pour la région de Tambacounda et des pluviomètres automatiques existant dans la région de Kolda, ce sont 46 GIE qui ont souscrit à l'assurance agricole indicielle (14 GIE dans la région de Tambacounda et 32 GIE dans la région de Kolda). A Kolda, les 32 GIE sont répartis dans quatre unions. Le montant global de la prime (subventionnée par l'état à 50%) versée pour la souscription est de 9 335 281 FCFA. La contribution des bénéficiaires est de 2 970 267 FCFA. Huit (8) OP de Tamba et deux (2) unions de Kolda ont reçu une indemnisation du montant global de 7 415 376 F CFA. Ces revenus seront d'un grand apport pour la prochaine campagne.

Composante 2 : Valorisation et mise en marché

39. **Infrastructures marchandes.** Les entreprises en charge de la réalisation de 8 km de pistes en complément des 73,5 km achevés grâce au partenariat avec le PPC, ont réalisé des taux de 90% pour les 5 km dans la région de Kolda et 100% pour les 3km de la région de Tambacounda. Le linéaire total atteint aujourd'hui est ainsi de 76,5 km ce qui représente 102% de l'objectif du DCP. Les travaux ont démarré pour la construction de 18 km dans les régions de Kolda et Tambacounda.

40. Les travaux de construction de 4 complexes commerciaux (magasins multifonctionnels) de 120 tonnes ont permis de réceptionner à ce date 2 magasins (deux autres en attente d'être réceptionnés) qui ont une capacité totale de 240 tonnes sur un objectif de 576 tonnes du DCP (48 magasins de 12 tonnes) soit 41,7 % de cet objectif, exprimé en tonnage. Rapporté à l'objectif révisé à la RMP (12 magasins de 120 tonnes soit 1440 tonnes), le niveau d'exécution devient 16,7% du tonnage attendu en fin de programme. Les fonctionnalités supplémentaires conférées à ces complexes constituent des

atouts importants dans l'utilisation de ces infrastructures. Les entreprises contractées pour la réalisation des 8 autres complexes multifonctionnels ont effectivement démarré leurs travaux. Ces infrastructures multifonctionnelles pourront offrir plusieurs services : stockage, pesage, conditionnement, salle polyvalente pour formation et réunion, boutique d'intrants, prestations post récolte, aire de stationnement pour gros porteur, lieu de rencontre OP/OM, commercialisation des céréales etc.

41. **Entreprenariat rural.** A la date du 31 mars 2017, l'appui du programme a permis d'enregistrer les résultats suivants : i) la formation technique de 760 acteurs; ii) la sensibilisation sur la législation commerciale de 56 MPER et l'appui à la formalisation de 109 MPER; iii) la mise en position d'apprentissage pour deux séances au profit de 25 MPER métal sur la fabrication du matériel aratoire, de semi et post-récolte ; iv) l'appui à la mise en place d'un réseau fonio, le Réseau des acteurs de la filière fonio (RAFF), v) l'appui à l'accès aux marchés avec une conception des logos, et une livraison de 510 000 d'emballages test et l'assistance technique pour les MPER et les OP; vi) l'appui pour l'accès aux marchés de matériels agricoles (1084 unités au profit de 136 OP réalisé par huit) MPER; vii) la formation de 20 formateurs et 145 bénéficiaires (OP et MPER) en éducation financière en partenariat avec DID, dans le cadre d'un don du FIDA; viii) la réalisation des plans des locaux (APD, Plans de masse, devis) et l'évaluation des besoins en équipements de 69 MPER par un génie civil recruté; ix) la catégorisation de 202 MPER pour l'évaluation de la viabilité économique du portefeuille; x) la création / consolidation de 1560 emplois dont 1040 (66%) pour les femmes et 275 (17%) pour les jeunes; xi) un chiffre d'affaire de 1 118 536 967 F CFA; et xii) le suivi accompagnement au profit de 196 MPER sur un objectif de 200, soit 98%.

42. La typologie actuelle des MPER sur la base des indicateurs sur le nombre d'emplois, le chiffre d'affaire, la gestion comptable, et le niveau d'investissement permet de ressortir quatre groupes : les porteurs d'initiatives et de projets (22), les Activités Génératrices de Revenu (56), les micros (61) et très petites entreprises (42) et les petites entreprises (21).

43. L'étude en cours proposera des arbitrages visant à maintenir ou pas dans le portefeuille, certaines MPER qui ne sont pas en mesure de remplir les objectifs de croissance et de développement assignés au niveau de leurs plans d'affaires. Dans le même sillage, les MPER qui sont en phase de développement avancée seront soutenus pour parachever leur structuration en vue de les autonomiser et les consolider dans une base de champions à présenter comme expériences réussies.

44. L'analyse du portefeuille des MPER par filière et/ou domaines d'activités se présente comme suit : fonio (47 MPER) ; maïs, mil et sorgho (107 MPER), karité (23 MPER), poudre de baobab (44 MPER), transformation de riz (10), transformation de fruits et légumes (12), fabrication et réparation de matériels agricoles et post agricoles (33), prestations de services agricoles et post récoltes (30).

45. Le constat sur la configuration du portefeuille permet de relever que :

- le PADAER a réalisé à hauteur de 98 % les objectifs quantitatifs en respectant les critères de ciblage, mais pourrait dépasser le nombre de 200 MPER avec des opportunités de renforcement qualitatif du portefeuille par des nouvelles entrées potentiellement viables, notamment à travers les Plateformes de services sur les activités agricoles rurales (PSAAR), des restaurants témoins, et des MPER de commercialisation ;
- une timidité en matière de communication et de visibilité des réalisations du PADAER au niveau des MPER appuyées ;
- un dispositif d'appui assez dynamique, mais qui devra s'orienter davantage vers des appuis ciblées en fonction des objectifs de catégorisation des MPER ;
- un conseil de proximité assez présent avec des prestataires à un bon niveau de formation initiale et une assez bonne motivation pour l'ensemble, mais moins actifs dans le coaching des MPER sur des besoins spécifiques : analyse financière, démarchage de marchés et clients potentiels, réorganisation de l'activité, dynamisation des filières et réseautage ;
- dans chacune des principales filières et domaines d'activités d'évolution des MPER, le portefeuille possède au moins une MPER qui présente un niveau de développement

assez avancé nécessitant un appui déterminant et complémentaire pour parachever le niveau de structuration en vue d'une autonomisation ;

- les MPER ont reçu un nouveau type d'emballage qui a permis certes de rehausser le volume des ventes et la qualité de la clientèle, mais la durabilité de leur acquisition peut être compromise si la fourniture et la gestion n'est pas organisée, d'autant que l'appui du PADAER n'a pas vocation à subventionner ce poste charge sur le long terme ;
- les MPER de fabrication de matériel agricole appuyées par le PADAER n'ont bénéficié que de 134 070 000 FCFA sur un marché d'environ 700 millions de FCFA, soit un taux de 20%, alors que parmi elles, certaines disposent d'une forte capacité de production et de maîtrise de prestation de services de réparation. Cette situation s'explique par la faible diversification des produits au niveau de MPERs et la concurrence avec d'autres MPERs qui ne sont pas dans le portefeuille du programme qui ont soumissionné et gagné des marchés.
- **Emballages.** Tenant compte des efforts déjà entrepris par le PADAER, avec la commande d'une quantité de 360000 unités en kraft de 500 kg, 150 000 unités de sacs de riz, et les dotations déjà faites aux MPER (160990 unités et 5480 sac de 25 kg), la prise en charge durable de l'emballage repose sur une approche d'apprentissage et de préparation des MPER. Elle peut se faire concomitamment sur deux dimensions : i) une préparation à la prise en charge totale du coût de l'emballage par les MPER d'ici la fin du PADAER ; et ii) une promotion d'un approvisionnement libre et une prise en charge totale et définitive des charges d'emballage directement par le MPER dès 2018, à travers une mise en relation avec des fournisseurs-commerçants.

46. Professionnalisation et autonomisation des OP

- Au plan organisationnel, les appuis du PADAER ont permis de renforcer la mobilisation sociale, l'esprit communautaire et de solidarité entre les producteurs et leurs organisations. Ces appuis ont contribué à donner des réelles perspectives grâce au poids des services économiques groupés de levée de crédit, d'approvisionnement en intrants et de commercialisation. Les résultats satisfaisants obtenus suscitent l'engouement de plus de producteurs à intégrer les dynamiques émergentes. Une expérience sur les groupes d'apprentissages au profit des producteurs de maïs et de riz, dont l'objet est d'identifier et de mettre à contribution des champions issus de la communauté dans la perspective d'assurer la durabilité et la pérennisation a été mise en place. Cette expérience sera évaluée et mise en échelle.
- La bonne gouvernance des OP se traduit par des instances opérationnelles (planification, budgétisation et bilan de campagne) et de renouvellement des organes qui se tiennent régulièrement et en toute transparence avec des procès-verbaux à l'appui. Les responsables des OP sont légitimes et crédibles car ils émanent du milieu et sont élus selon des critères définis par les producteurs. Ils ont le leadership et servent de paysans modèles grâce à leurs succès dans l'activité agricole ainsi leur engagement dans la dynamique basé sur des valeurs et principes de bonne gouvernance et de gestion. L'option des OP pour le statut de société coopérative permettra d'améliorer les performances.
- Au plan institutionnel, l'appui du PADAER a permis de renforcer les actifs des OP et leurs relations avec les partenaires stratégiques, les collectivités locales et les services techniques (DRDR, SDDR) sont très bonnes. Des comités de gestion sont mis en place pour servir de relai et assurer la transition avec le suivi des services techniques (DRDR). Le comité de gestion de l'unité de traitement de semences de Kédougou, qui vient d'être mise en place, devrait aussi inclure les représentants des OP.
- Les capacités institutionnelles des OP méritent cependant d'être améliorées notamment au plan administratif, logistique, de la planification stratégique et opérationnelle. Aussi, la vacance du poste de Responsable OP depuis décembre 2016, n'a pas permis au PADAER de conduire avec efficacité toutes les activités d'accompagnement du processus organisationnel des OP, notamment au niveau des faitières en émergence, comme le collège des producteurs de maïs à Tambacounda. Le responsable par intérim de la

professionnalisation des OP a besoin d'une équipe de prestataires pour mieux assurer le suivi des activités de la sous composante.

- Au plan de l'autonomie technique, 422 relais endogènes (43% des 975 OP cibles) ont reçu les formations nécessaires. Les OP contribuent actuellement à la prise en charge des relais (de 25 000 FCFA/ha dans une union à Kédougou), mais la capacité des OP à prendre en charge les relais reste encore précaire. Le curriculum de formation des relais doit être formalisé et une fiche d'autoévaluation mise en place pour leur graduation et l'appui conseil agricole aux producteurs doit être poursuivi de façon à consolider les acquis en termes d'application des bonnes pratiques et de performance.
- Concernant l'autonomisation financière, la subvention dégressive et l'épargne intrant sont bien appropriées par les OP et leur mobilisation a été effective pour les 2 premières campagnes. Cette mobilisation sera par contre difficile pour la campagne 2017/2018 à cause de la mauvaise pluviométrie de la campagne précédente qui a eu un impact négatif sur la capacité d'autofinancement des OP, d'où la nécessité d'une réflexion immédiate du PADAER et des OP sur la question. Il en est de même pour les OP de la 3^{ème} génération qui ne pourront pas boucler leur cycle de trois années de subvention (financement de la campagne 2018/2019). Une réflexion devra être menée sur la possibilité d'utiliser les fonds du nouveau programme, PADAER II, en phase de formulation et qui sera présenté au CDA du FIDA en 2018, pour cofinancer les OP de 3^{ème} génération en 2018/2019.
- Avant l'étude détaillée du niveau d'autonomisation et de professionnalisation des OP qui sera engagée avant la fin de l'année, une analyse sommaire présente la situation comme suit :

Région	Nombre OP/Génération				Nombre d'OP/Niveau de maturité		
	G1	G2	G3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Tambacounda	45	112	134	291	228 (78%)	63 (22%)	0 (0%)
Matam	281	36	4	321	226 (70%)	86 (27%)	10 (3%)
Kolda	53	234	85	372	312 (84%)	54 (15%)	5 (1%)
Kédougou	43	103	16	162	32 (20%)	90 (55%)	40 (25%)
TOTAL	422	485	239	1146	798 (70%)	293 (25%)	55 (5%)

Source : PADAER, avril 2017

- Au plan de l'environnement des affaires des OP. Les OP ont accès à une offre de proximité. Les crédits sont majoritairement contractés au niveau de la CNCAS avec une bonne relation, même si à Kolda, quelques OP affectées par la mauvaise pluviométrie de la campagne 2016/2017 restent encore débitrices. A Kédougou, les leaders d'OP participent aux comités de crédit et donnent un appui en cas de besoin de recouvrement au regard de leur niveau de crédibilité. Les OP ont souligné des questions relatives aux taux d'intérêt ainsi que la diversité des produits de crédit pour accompagner les opérations culturelles, la transformation des produits agricoles et le développement des activités de maraîchage particulièrement pour les femmes. Il convient d'organiser des séances d'information aux OP par rapport à certaines dispositions du crédit agricole au Sénégal.
- Au plan du marché, au total, la quantité commercialisée dans l'ensemble des régions est de 664,7 tonnes de maïs et 1090,4 tonnes de riz paddy, soit globalement 1755 tonnes, pour un montant total 260 626 523 FCFA. Sur la zone de Kédougou, une unité de transformation de riz d'une capacité de 3000 tonnes/an, mise en place par la SODEFITEX, est opérationnelle depuis février 2017 et constitue une alternative crédible de prise en charge de la question de commercialisation des produits agricoles. L'évaluation de la commercialisation pendant la campagne 2016/2017 devrait permettre aux OP et à la SODEFITEX de tirer les leçons de la première expérience et de bâtir sur une base de confiance réciproque et de respect des engagements.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Ne plus écrire aux entreprises pour l'arrêt des travaux pour pause hivernale	UCP	continu
Réaliser les travaux restants des deux châteaux d'eau et des locaux de l'antenne de Matam en régie	UCP	continu
Solliciter le MAER afin de rendre disponibles les six tracteurs prévus pour Kédougou et qui ne sont pas encore livrés.	Coordo	31 mai 2017
Mener une réflexion pour une bonne stratégie de résilience des producteurs dans une zone aux effets climatiques aussi aléatoires	Coordo/UCP	30 septembre 2017
Donner plus de visibilité au PADAER par un marquage de la présence au niveau des MPER et réaliser un film documentaire qui retrace l'appui du PADAER aux MPER	Resp MPER , Resp CGGS	Mai à Juin 2017
Promouvoir des nouvelles MPER pour la fourniture de services spécifiques comme l'emballage	Resp MPER	Septembre 2017
Mener une étude-action complémentaire pour renforcer le portefeuille par les MPER potentielles identifiées dans le dispositif des PSAAR avec un appui ciblé sur les équipements et la formation en gestion	Resp MPER / Resp infrastructures rurales	Juillet 2017
Conditionner chaque appui à un contrat de performance qui garantit la réalisation des activités inscrites dans les plans d'actions de la part de la MPER	Resp MPER	Mai 2017
Renforcer les capacités d'intervention de responsable en Entreprenariat et des conseillers de proximité par des séminaires de formation sur les approches et outils : de commercialisation, la reconstitution des comptes de résultats, le réseautage, la promotion des solutions viables en coaching de groupe	Resp MPER	Décembre 2017
Renforcer le réseautage des filières par un suivi de proximité mené par les conseillers sur la base d'un plan d'actions annuel visant des objectifs spécifiques et réalistes.	Resp MPER	Continu
Entamer la réflexion avec les partenaires stratégiques et les OP sur l'avenir du conseil agricole après le PADAER	Resp OP UCP	Immédiat
Entamer la réflexion pour permettre aux OP de la 3eme génération de pouvoir boucler le cycle de trois ans de la subvention dégressive	Resp OP/UCP	Immédiat
En lien avec les DRDR, renforcer pour les OP des séances d'information sur les facilités de l'environnement des affaires en matière d'accès au crédit (taux d'intérêt, FONGIP, etc.)	Resp OP/UCP	Continu
Suivre l'implication effective des OP dans la gouvernance du comité de gestion de la nouvelle unité de traitement de semences de Kédougou	Resp OP/UCP	Continu
Documenter et formaliser le contenu de la formation et de l'autoévaluation des relais endogènes pour leur graduation	Resp OP/UCP	Continue
Assurer le renforcement des capacités des OP en gestion de partenariat, de contractualisation avec les OM et de respect des engagements	Resp OP/UCP	Continue
Encourager et accompagner la formalisation en société coopérative des OP de base ainsi que leur affiliation aux faitières et prévoir le renforcement institutionnel de ces dernières	Resp OP/UCP	Continue

D. État d'avancement de l'exécution du programme

47. **Activités de Suivi-évaluation.** Globalement, le système de Suivi-évaluation (SSE) du PADAER est fonctionnel et joue un rôle important dans la mise en œuvre des activités du programme. Le principal outil de base du système, à savoir le cadre logique, est aligné sur la chaîne des résultats du PADAER; il permet de mettre en œuvre un cadre opérationnel de mesure des performances du programme. L'outil de suivi du PTBA mis en place permet de mesurer, de manière objective et régulière, l'état d'avancement des activités par la combinaison du suivi physique et du suivi financier ; c'est à dire donc que la fonction de pilotage et d'appui à la prise de décision est bien intégrée et prise en compte par ledit système tant au niveau du suivi des activités du PTBA, du renseignement des résultats et de la mesure de l'impact. L'application informatique sous environnement Web (logiciel) comme prévu, facilite la transmission, le stockage et le partage des produits du système.

48. Le suivi des activités du PTBA et le renseignement des indicateurs de produits sont paramétrés à partir du module "Base de données". En effet, le traitement des données (vérification et validation) permet de donner l'état d'avancement des activités du PTBA et des indicateurs de produit du cadre de mesure de rendement.

49. L'accès au système par les utilisateurs principaux (cellule SE, spécialistes de l'UCP, antennes) est en phase d'être étendu au Gouvernement, au FIDA et autres partenaires stratégiques (Bamtaare,

SAED, ANCAR). En effet 57 login et mots de passe avec cinq niveaux d'accès différents ont déjà été configurés par la cellule de SE et sont disponibles. Il s'agit des accès suivants: (i) "visiteurs" qui permet de visualiser les informations validées par la cellule de SE et les télécharger en vue de leur utilisation; (ii) "partenaires" qui, en plus des fonctions "visiteurs", permet d'accéder à la base de données pour ajouter/modifier les données relatives aux activités de la zone du programme, données qui seront ensuite validées par l'antenne, le spécialiste et enfin la cellule de SE; (iii) "antenne" qui est une combinaison des accès "visiteurs" et "partenaires", il permet d'accéder à la base de données selon sa zone et de donner le premier niveau de validation des données; (iv) "spécialistes" qui, en plus de l'accès "partenaires", permet d'accéder aux données de toutes les zones du programme et constitue le second niveau de validation des données; enfin (v) "cellule de SE" qui permet d'accéder à tous les niveaux et qui constitue le troisième et dernier niveau de validation des données. Une mise à niveau pour chaque entité sera effectuée par la cellule de SE pour une appropriation du système après la mission et mise à jour des utilisateurs au besoin.

50. L'étude thématique sur les effets dont l'objectif est d'apprécier le niveau d'atteinte des résultats au niveau des effets est en cours de réalisation. Le rapport sera disponible avant Août 2017.

51. L'appui institutionnel au Ministère de l'agriculture en matière de planification et de suivi & évaluation sectoriel se matérialise progressivement avec la contribution du PADAER au le financement des ateliers organisés par le Programme d'Appui aux Politiques Agricoles (PAPA). La version provisoire du manuel de SE sectoriel est disponible.

52. La cellule SE du PADAER a connu une réorganisation interne ces six derniers mois suite au départ de la Responsable SE. Le poste est présentement vacant. L'intérim est assuré par l'Assistant de SE. L'équipe a été renforcée par un prestataire et un stagiaire pour la mise à jour du système de suivi évaluation.

53. **Cohérence entre le PTBA et la mise en œuvre.** Le suivi du PTBA est aujourd'hui un outil parfaitement maîtrisé par le PADAER. La cohérence entre le PTBA et l'exécution est bien prise en compte en ce sens que chaque activité du PTBA est liée à un indicateur de produit du cadre logique ceci depuis la planification. Le PTBA est suivi en termes de valeurs cibles et en termes d'exécution des tâches. L'existence d'une interface entre le Tom2PRO et le SSE permet l'exploitation des données analytiques notamment en matière de planification des activités du PTBA, de suivi budgétaire et d'alerte sur les niveaux d'exécution, ce qui facilite la fonction de pilotage du suivi évaluation et d'aide à la prise de décision.

54. Concernant l'état d'avancement du PTBA 2016 et du PTBA d'achèvement de 2017, les deux états se présentent comme suit : au 31 décembre 2016, les taux d'exécution physique et financière du programme se présentent respectivement de la façon suivante : 62,78% et 75,99%; l'écart s'expliquant par la prise en compte d'activités prévues en 2015, dont le paiement est intervenu en 2016 (exemple: finalisation des études de réalisation d'APC, des bas-fond, de périmètres polycoles et de nouvelles UP). Pour le PTBA 2017/2018, au 31 mars 2017, le taux d'exécution physique est de 6,94% tandis que le taux d'exécution financier est de 8,18%. L'écart à ce niveau s'explique par le paiement de reliquat du PTBA 2016 notamment les protocoles avec PAPIL et SAED, alors que les activités étaient réalisées en 2016.

55. **Lutte contre la pauvreté.** Les actions du programme ont permis d'atteindre 43 753 ménages bénéficiaires directs soit 437 530 personnes, dont 60% de femmes. La production agricole totale de la campagne 2016/2017 dans la zone d'intervention du PADAER est de 21 670 tonnes, ce qui constitue une baisse de 38% par rapport à la campagne 2015/2016 (35 259 tonnes). Cette situation est due à un déficit pluviométrique significatif. Le niveau de production varie considérablement entre les régions : à Kédougou la production de 8 507 tonnes est satisfaisante contrairement aux autres localités où lesdites productions sont déficitaires (Kolda 7 054 tonnes et Tambacounda 1 775 tonnes). Ceci a des répercussions sur la sécurité alimentaire des ménages dans les zones affectées, en particulier Kolda et Tambacounda, ainsi que sur leur capacité de constituer des surplus de production pour la commercialisation. En effet le nombre de ménages dont la couverture des besoins alimentaires (selon la norme de la FAO, 185 kg/personne/an) est assurée par la production céréalière pour la campagne 2016/2017 est de 116 737 personnes ou 11 673 ménages en milieu rural pendant un an, contre 190 587 personnes, ou 19 057 ménages, pour la campagne 2015/2016. La production de niébé, qui permet d'améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation des ménages, est de 93 tonnes contre 222 tonnes en 2015/2016.

Campagne 2016/2017				
Tambacounda	Kolda	Kédougou	Matam	Total
11 627.08	35 596.54	45 982.16	23 531.08	116 736.86
Campagne 2015/2016				
Tambacounda	Kolda	Kédougou	Matam	Total
52 651.89	90 335.68	40 001.62	7 597.84	190 587.03

Table. Résumé, nombre de personnes par région dont la couverture des besoins céréaliers est assurée

56. Ces chiffres montrent que les ménages bénéficiaires dans les régions de Kolda et Tambacounda consacreront la plus importante partie de leur production à l'autoconsommation et devront par conséquent réduire les surplus commercialisés ou utilisés pour cofinancer les intrants. Ils devront adopter des stratégies alternatives pour couvrir les besoins en intrants pour la prochaine campagne et le PADAER devra garantir un accompagnement adéquat pour veiller sur la bonne maîtrise des itinéraires techniques. Par contre, les données disponibles pour les régions de Kédougou et Matam, qui n'ont pas ressenti le déficit pluviométrique, montrent une constante amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et de leurs revenus, à travers la commercialisation des surplus de production. Il faut aussi noter que le PADAER a développé des activités complémentaires qui, dans certaines zones, permettent aux groupes cibles tels que les groupements de femmes, de faire face aux mauvaises performances enregistrées lors de la campagne céréalière. Le maraichage entre dans la stratégie de diversification nutritionnelle et alimentaire, constituant en même temps une source alternative de revenus.

57. En ce qui concerne la région de Matam, les aménagements pastoraux réalisés par le programme ont contribué largement à l'amélioration des conditions de vie et d'existence des populations locales en facilitant l'accès à l'eau potable. Pour le bétail leur accès à l'eau et au pâturage a été davantage amélioré ; ce qui a permis aux populations d'avoir plus de temps à consacrer aux activités socio-économiques et aux enfants d'être plus présent à l'école. A Tambacounda et Kolda, les aménagements hydro-agricoles d'envergure mis en place ont un double effet avec l'amélioration du désenclavement des localités qui deviennent accessibles en toutes périodes de l'année. La réalisation des pistes rurales a permis de désenclaver 111 villages. Les fréquentations des établissements scolaires et sanitaires et l'écoulement des productions agricoles ont connu des sauts qualitatifs et quantitatifs accompagnant l'amorce d'un développement économique et social local.

58. Dans une perspective d'atteindre les plus pauvres, le PADAER a concrétisé le partenariat avec le Programme National de Bourses de Sécurité Familiale (PNBSF) dans la région de Kédougou, où 30 bénéficiaires, dont 12 femmes, ont été identifiés à partir du registre national unique (RNI) du PNBSF. Tous les 30 ménages concernés participeront à la campagne hivernale avec 11,75 ha pour le riz et 16 ha pour le maïs. Aussi, après la mission d'appui du FIDA au PADAER de février 2017 et la révision du PTBA 2017/2018, il a été retenu de suspendre les appuis aux bénéficiaires du PNBSF dans les autres régions.

59. **Ciblage, parité homme/femme et inclusion des jeunes.** L'aspect genre est pris en compte dans toutes les activités menées par le PADAER depuis les activités de sensibilisation et de sélection des bénéficiaires et ceci, grâce à la stratégie genre adoptée et favorisant une discrimination positive en faveur des jeunes, des femmes, des handicapés et des personnes vivant avec le VIH SIDA (PVVIH). Les femmes constituent environ 60% des bénéficiaires.

Bénéficiaires pour chaque activité (au 31 mars 2017)	Total	% Femmes	% Jeunes
Sensibilisation	99 117 personnes	55%	28%
Dispositif d'appui conseil	43 702 producteurs	57%	29%
Accès aux intrants	26 022 ménages	54%	29%
Accès à l'équipement agricole	21 122 ménages	55%	29%
MPER	196	64%	8% ⁵
Emplois créés/consolidés par les MPER	1 560	67%	35%

60. 758 femmes regroupées en 16 OP ont été appuyées pour l'exploitation de 20 ha de périmètres maraichers à Kolda et Kédougou. Cette activité, comme mentionné ci-dessus, leur a permis de faire face aux aléas climatique qui ont affecté les productions céréalières pluviales.

⁵ 9 jeunes hommes de moins de 30 an et 6 jeunes femmes de moins de 25 an

61. Pour ce qui est des activités entrepreneuriales, à travers le programme de formation pour les MPER, 77 MPER femmes ont reçu au moins une formation technique. En 2017, le PADAER a aussi facilité la participation de 8 MPER portées par des femmes transformatrices à la FIARA de Dakar. En ce qui concerne l'éducation financière, 58 femmes (39%) sur 149 bénéficiaires (OP et MPER), ont participé aux séances de formation organisées (décembre 2016/janvier 2017) par le PADAER en collaboration avec l'organisation Développement International Desjardins (DID)⁶.

62. Globalement, on constate un bon niveau de participation des femmes aux activités de formation et de renforcement de capacités organisées par le programme et qui ciblent équitablement les femmes, les jeunes et les hommes. Toutefois, malgré les efforts et la sensibilisation, il est à noter une participation déséquilibrée des femmes par rapport aux hommes à certaines sessions de formation; d'où l'importance d'œuvrer davantage pour leur présence plus massive auxdites sessions. Dans les premiers mois de 2017, le PADAER a organisé des sessions de renforcements de capacités sur l'accès au foncier, l'Acte 3 de la Décentralisation au Sénégal, etc., où le taux de participation des femmes avoisine 81%. D'autres séances de formations similaires sont prévues pour l'année 2017.

63. A Kédougou, dans le cadre de l'expérience pilote d'identification de champions locaux, 3 femmes-modèles ont été identifiées sur 8 champions locaux. La présence de femmes productrices dans ce groupe et dans le contexte social de Kédougou peut être considérée comme un motif de succès du programme dans la promotion de l'accès des femmes aux instances de décision et de gouvernance. Cet état de fait constitue un élément de motivation et d'émulation pour les autres femmes. Aussi, il a été envisagé : i) d'identifier un bon nombre de femmes championnes qui peuvent servir de modèle aux autres productrices/transformatrices et ii) d'élargir cette expérience aux autres régions à travers la valorisation des femmes leaders.

64. Pour l'inclusion des jeunes, le PADAER a décidé de tester l'approche d'impliquer les Associations Sportives et Culturelles (ASC) dans les activités productives agricoles. La première expérience est en train d'être pilotée avec l'ASC du village de Ibel dans la région de Kédougou, qui compte actuellement 60 jeunes hommes. Ces derniers se sont engagés en appuyant d'abord leurs mamans sur un périmètre horticole, ils ont aussi bénéficié de formations et d'échanges avec des champions locaux qui leur ont montré les opportunités offertes par l'agriculture. Le constat du moment est que ces jeunes ont besoin de renforcement de capacités complémentaires sur les techniques de production agricole. Cette initiative est à encourager et à dupliquer au besoin vu son potentiel pour la création d'opportunités économiques pour les jeunes en milieu rural et dans un contexte socio-économique comme celui de Kédougou où les jeunes sont attirés par l'orpaillage traditionnel ou l'émigration.

65. 15 MPER (8%) du portefeuille du PADAER sont portées par les jeunes qui s'investissent surtout dans la construction métallique, la fabrication de matériel ou d'équipements agricoles, la prestation de services agricoles (jeunes hommes) et la transformation alimentaire (jeunes femmes). L'apprentissage et l'insertion des jeunes dans le marché du travail sont promus à travers les partenariats public-privés. A Kolda, la collaboration avec HBM continue. Les 11 jeunes qui étaient mis en position d'apprentissage ont été sélectionnés pour recevoir des appuis pour la mise en place d'au moins 5 unités de décorticage de riz et 4 unités d'égreneuse de maïs. Avec le retard constaté dans l'acquisition des équipements par le PADAER (dû au déficit de la catégorie 2 "Équipements, intrants et matériel"), les jeunes ont fait preuve de motivation et d'esprit entrepreneurial en achetant sur fonds propres des machines pour le traitement post-récolte. Au mois de février 2017, 20 jeunes entrepreneurs (80% des participants) ont reçu une formation sur la fabrication d'équipements post-récolte du riz organisée en partenariat avec l'ISRA. Cette formation leur permet de mieux se positionner dans la fourniture de services de traitement post-récolte dans leur localité.

66. La valorisation de la bananeraie gérée par le GIE YELITAARE permet une forte inclusion des jeunes et la création d'emplois rémunérateurs pour 109 jeunes (102 hommes et 7 femmes) à travers la réalisation de 35 ha (sur 50 ha prévus) de bananeraies irriguées au micro-jet. Cette technique d'irrigation, comparée à l'arrosage manuel, réduit considérablement la pénibilité du travail manuel et permet aux jeunes de se consacrer à d'autres activités ou d'exploiter des parcelles plus vastes.

67. Enfin, 318 jeunes ont été appuyés dans la production maraîchère pour exploiter une superficie totale de 20 ha à Kolda et Kédougou. 13 jeunes techniciens ont été recrutés pour accompagner les

⁶Don du FIDA octroyé à DID "Améliorer l'accès aux services financiers ruraux durables en Afrique centrale et de l'ouest"

OP maraichères dans l'optique d'augmenter l'efficacité de l'organisation des producteurs et optimiser les rendements dans le respect des itinéraires techniques.

68. D'une manière générale, on note que les femmes et les jeunes sont activement impliqués dans la mise en œuvre du programme. La participation des femmes (43%) et des jeunes (17%) aux organes de décision et de gouvernance des OP des trois générations et la reconnaissance de leur rôle sont en train de s'améliorer grâce aux efforts et activités de sensibilisation et d'appui dans leur positionnement stratégique. C'est un processus progressif, dont les efforts devront se poursuivre et au besoin passer à l'échelle. Les renforcements des capacités sur le leadership féminin (216 femmes formées), les rôles et responsabilités (430 personnes formées, dont 37% de femmes) entre autres permettent aux productrices de mieux s'intégrer dans les instances de gestion de leurs organisations.

69. Le PADAER continue de soutenir les 2 associations⁷ de PVVIH de Kédougou et Tambacounda, qui comptent un total de 148 membres, dont 124 femmes, dans la production agricole (10 ha de maïs) et maraichère (1 ha), avec la mise à disposition du paquet d'appuis. Les appuis pour les groupements d'handicapés ne se sont pas encore concrétisés.

70. **Gestion des savoirs et apprentissage.** A travers les supports radiophoniques, télévisuels, imprimés et virtuels, le PADAER a réalisé et diffusé des produits de capitalisation qui mettent en valeur ses réalisations. Pendant la FIARA 2017, le PADAER a préparé un film de capitalisation sur l'entreprenariat rural et les appuis du Programme aux femmes transformatrices qui a été diffusé par la RTS. En outre, à l'occasion de la COP 22 à Marrakech en novembre 2017, le Programme a élaboré 3 flyers de capitalisation sur les aménagements pastoraux à Matam qui ont été diffusés par le Ministère de l'Elevage et des Productions Animales (MEPA). Par ailleurs, le PADAER a développé trois collaborations qui devront mener à la production de supports imprimé et audiovisuel. Ainsi, i) trois brochures de capitalisation sont en cours de finalisation par le Consultant expert en gestion de savoirs recruté par le Bureau-pays du FIDA ; ii) dans le cadre du don octroyé par le FIDA au FNDASP sur la gestion de savoirs⁸, plusieurs axes de capitalisation sur les réalisations et innovations du PADAER ont été retenus. Ceux-ci seront validés ou reconsidérés au cours des ateliers de partage prévus par le FNDASP ; iii) un plan de systématisation pour deux innovations a été proposé par le PADAER après l'atelier méthodologique⁹ organisé en 2016 par le FIDA et PROCASUR. Avec la fin de la présente phase du PADAER, le Programme pourrait organiser des ateliers régionaux de partage sur ses résultats, bonnes pratiques et autres innovations développées ; la tenue de ces événements restant tributaire de ressources financières disponibles.

71. L'introduction de groupes d'apprentissages ou communautés de pratiques qui permettent à des bénéficiaires du programme d'apprendre ensemble au fur et à mesure qu'ils partagent leurs connaissances et expertises, contribue à l'innovation. C'est ainsi qu'à Kédougou deux groupes ont été constitués des champions locaux autour des filières riz et maïs. Ces champions ont encore besoin de renforcements de capacités complémentaires dans les domaines de la communication, du partage des savoirs, de la négociation et de l'animation pour jouer pleinement leur rôle. Il faudra aussi, pour le groupe, développer un plan d'actions qui définirait les principales actions à mener de concert avec tous les acteurs locaux. Le PADAER a organisé plusieurs visites d'échanges pour l'équipe et les bénéficiaires. Une visite intéressant 31 jeunes producteurs a été organisée à Saint Louis avec la SAED dans le cadre de la gestion des activités post-récoltes du 26 au 30 décembre 2016. En mars 2017, le Chef d'antenne de Kédougou et le TIR de Kolda ont participé à la route d'apprentissage¹⁰ sur les droits à la terre et à l'eau au Sénégal et en Mauritanie, organisé dans le cadre du don octroyé par le FIDA à l'organisation PROCASUR¹¹.

72. **Innovation.** On peut noter: i) la réalisation de parcs à vaccination (modèle mixte, tube galvanisés et existence de quai d'embarquement) et d'abreuvoirs (design en T et capacité d'accueil) dans le cadre du renforcement d'UP existantes. Ces réalisations ont été appréciées par les bénéficiaires, les techniciens et les autorités; le MEPA a encouragé les autres programmes sous sa tutelle à les mettre à l'échelle dans les nouvelles UP et ailleurs. De la même façon, ii) l'introduction du

⁷ Association Solidarité et Entraide de Kédougou (16 membres dont 11 femmes) et Association Guiguisebembé de Tambacounda (132 membres dont 113 femmes).

⁸ Don "Renforcer le partage des connaissances et l'élargissement des meilleures pratiques au Sénégal".

⁹ Atelier Méthodologique "Pour une gestion inclusive des savoirs locaux grâce à la systématisation de bonnes pratiques", Dakar et Kaolack, 6-9 septembre 2016

¹⁰ Route d'apprentissage "Garantir les droits à la terre et à l'eau dans des systèmes d'irrigation à travers des outils innovateurs et des solutions pratiques : cas du Sénégal et de la Mauritanie", 6-16 mars 2017

¹¹ Don "Strengthening Capacities and Tools to Scale Up and Disseminate Innovations Programme".

riz de plateau à Kédougou et Kolda dans des zones où seule la riziculture des bas-fonds est une pratique ancienne a permis de répondre aux objectifs du PRACAS et augmenter la production de riz, même si avec les contraintes évidents liés à la pluviométrie. On cite également: iii) les ouvrages hydro-agricoles structurants mis en place qui ont une fonction secondaire de désenclavement de zones autrement inaccessibles; iv) le partenariat public/privé établi entre le PADAER et certains partenaires, tels que HBM, BioEssence et le GIE Yellitaaré (bananeraie de Laboya), qui permet d'expérimenter des initiatives de développement agricole tendant à améliorer l'offre de produits et services agricoles et la promotion de l'emploi de jeunes; enfin v) le système pour l'épargne-intrant développé par les OP membres de la Fédération des Producteurs de Saré Mansaly de Kolda.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser le processus lié à l'accès des utilisateurs externes au SSE	RSE /UCP	31 juillet 2017
Effectuer une mise à niveau pour chaque entité pour une bonne appropriation du système	RSE/UCP/MAER	31 Juillet 2017
Définir un programme d' appui institutionnel au système de Suivi et évaluation du MAER en collaboration avec le PAFA_E		
Finaliser l'enquête sur les effets et impacts	RSE/UCP/Consultant SSE	31 juillet 2017
Renforcer la sensibilisation spécifique pour atteindre la pleine participation des femmes et des jeunes aux formations, surtout à celles sur le leadership et la gestion des OP.	RGGS	Continu
Poursuivre l'identification de champions locaux, femmes et jeunes, dans toute la zone d'intervention.	RGGS/ Chefs d'Antenne	Décembre 2017
Renforcer les appuis aux PVVIH et aux handicapés, en particulier à l'Association régionale des personnes handicapées de Tambacounda	RGGS/ Chefs d'Antenne	Décembre 2017
Renforcer les capacités des champions locaux et définir un plan d'actions simple pour les groupes d'apprentissages.	RGGS/ Chef d'Antenne Kédougou/ Baamtare Kédougou	Décembre 2017
Etudier les possibilités d'organiser des ateliers de partage des expériences au niveau régional, des bonnes pratiques et des innovations développés par le PADAER sur la base des ressources financières disponibles.	RGGS/RAF/UCP	Décembre 2017

E. Aspects fiduciaires

73. La mission a passé en revue le dispositif de la gestion financière qui repose notamment sur l'exécution du PTBA, du contrôle interne et de l'audit externe, de la mobilisation des ressources financières auprès des sources de financement (FIDA, FFE, Etat et Bénéficiaires) au moyen des DRF/DPD, du paiement des dépenses sur pièces justificatives et du suivi financier des conventions de financement. Aussi, a-t-elle noté la mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision.

74. **Gestion Financière et Comptable.** La mission note que la comptabilité fonctionne correctement sous Tom2Pro. Il en est de même de la génération automatique des DRF (Demande de Remboursement de Fonds), des formulaires 104 (Etat de Réconciliation du compte Désigné) et des Etats financiers sur la base des formulaires FIDA. Cependant, elle note que l'amélioration du dossier TOMPORTAIL pour un traitement unique de l'ensemble des requêtes notamment l'importation et l'exportation des données des antennes est toujours en cours. Aussi, le suivi des engagements au niveau du Module Tom2Pro n'est pas régulier. Toutefois, il a été constaté un suivi rigoureux extra comptable des contrats et conventions à l'aide du tableur Excel. La mission recommande de : (i) Finaliser l'amélioration du dossier TOMPORTAIL pour un traitement unique de l'ensemble des requêtes au plus tard le 30/06/2017 ; et (ii) régulariser la situation des engagements au niveau du Module Tom2Pro.

75. Pour ce qui est des procédures comptables, la mission note qu'en date du 31/03/2017, la comptabilité est à jour (balances, grands livres et analyses des principaux comptes disponibles). Ainsi que, les rapprochements bancaires des comptes sont élaborés mensuellement (CNCAS/DAKAR, CNCAS/Tamba, CNCAS/Kédougou, CNCAS/Kolda, CNCA/Matam, SGBS/Dakar et SGBS/Tamba).

76. La mission a noté également que les états financiers au 31/12/2016 avec les notes explicatives sont disponibles et seront transmise au FIDA au plus tard le 30/04/2017 pour appréciation.

77. **Gestion du Personnel :** Au 31/03/2017, l'effectif du PADAER est de 37 agents dont 21/siège (08 cadres et 13 agents d'appui) et 16/antennes (05 cadres et 11 agents d'appui). Le PADAER a enregistré la démission du responsable du suivi & Evaluation le 31/10/2016 dont l'intérim est assuré par l'Assistant au suivi-évaluation. Il a aussi été constaté la vacance du poste de spécialiste aux OP à la suite du décès du titulaire le 02/12/2016. En matière de couverture médicale du personnel, l'assurance maladie est à prendre en charge dans la contrepartie inscrite au budget consolidé d'investissement (BCI), mais il n'est toujours pas mobilisé par le programme. Par ailleurs le rapport d'évaluation des performances du personnel en fonction des objectifs et des résultats atteints en 2015 est disponible et sera transmis incessamment au FIDA. En outre, des dispositions seront prises pour effectuer l'évaluation des performances du personnel au titre de 2016 avant le 30/06/2017.

78. La mission recommande:(i) au coordonnateur de finaliser dans les plus brefs délais les évaluations de performance du personnel pour 2016 et de transmettre celles de 2015 au FIDA, (ii) de confirmer l'assistant Suivi & Evaluation comme responsable suivi & Evaluation au plus tard le 02/05/2017, et (iii) au coordonnateur et au Gouvernement de prendre toutes les dispositions pour régulariser la situation de l'assurance maladie du personnel.

79. **Contrôle Interne.** Le projet dispose d'un manuel de procédures Administrative, Comptable et Financière, d'un manuel des opérations et d'un manuel suivi & évaluation. La mission a noté que les rapprochements bancaires du compte désigné, du compte d'opération et des comptes des antennes (Kédougou, Kolda et Matam), de la caisse sont effectués mensuellement et constate que le rapport d'inventaire de l'exercice 2016 est disponible. Aussi, les pièces justificatives des demandes de remboursement font l'objet d'un double contrôle au niveau de la Direction de l'investissement du Ministère de l'économie et des finances.

80. **Exécution des recommandations de la mission précédente.** Sur treize (13) recommandations relatives aux aspects fiduciaires, huit (8) ont été réalisées et 5 non pas encore été réalisées et portent sur : (i) l'amélioration du dossier TOMPORTAIL pour un traitement unique de l'ensemble des requêtes notamment l'importation et l'exportation des données des antennes, (ii) la transmission du rapport d'évaluation du personnel 2015 au FIDA, (iii) l'évaluation du performances du personnel au titre de 2016, (iv) la livraison des deux châteaux à Matam, et (v) l'augmentation du seuil des ECD pour le porter de 20 000 USD à 75 000USD.

81. **Audit Externe 2016.** L'audit 2015 du PADAER a été réalisé par le CABINE AMCS (Audit & Management Consulting Services) basé à Dakar. Les TDR de l'audit 2016 ont reçu l'avis de non objection du FIDA et l'audit est prévu pour le 22 mai 2017 afin que le rapport soit disponible dans les délais (30/06/2017).

82. **Budget.** % PTBA 2016 réalisé par financement au 31/12/2016. Malgré une contribution forte des Bénéficiaires, le taux d'exécution global qui est de 76,19% qui est moyennement satisfaisant est dû principalement à l'arrêt des activités d'aménagements hydro agricoles, de la subvention aux MPERS pour l'acquisition d'équipements de production, de l'acquisition d'emballages et de la suspension de la construction des nouvelles UP pendant l'hivernage.

	Montants budgétisés	Réalisations	Taux de réalisation
Prêt 843-SN	4 741 759 493	4 065 896 596	85.75%
Fonds Fiduciaire E-2-SN	1 498 677 713	525 167 455	35.04%
État	757 428 731	247 218 582	32.64%
Bénéficiaires	270 375 310	699 106 090	258.57%
Total	7 268 241 247	5 537 388 723	76.19%

83. **% PTBA 2016 réalisé par composantes sans Engagement de dépense.** La contre-performance de l'exécution de la composante « valorisation et mise en marchés » qui est de 39.17% est due principalement au démarrage tardif de la construction des pistes de Kolda et Tambacounda, des magasins de stockage de céréales. Pour ce qui concerne les locaux de production et les équipements, les cibles quantitatives ont fait l'objet d'une révision dans le PTBA de 2017.

	Montants budgétisés	Réalisations	Taux de réalisation
Amélioration de l'Offre de Produits Agricole	4 715 884 068	3 831 187 296	81.24%
Valorisation et mise en Marche	1 304 956 100	511 123 208	39.17%
Coordination, Suivi Evaluation & Gestion des savoirs et genre	1 247 401 079	1 195 078 219	95.81%
Total	7 268 241 247	5 537 388 723	76.19%

84. **% PTBA 2016 réalisé par catégorie de dépense.** Il a été noté que la catégorie II présente un taux d'exécution de 127,87%. Ce dépassement est lié principalement aux subventions sur le matériel agricole d'un montant de 752 960 893 FCFA pour une prévision de 82 881 400 FCFA cette subvention a permis à 543 OP d'acquérir 7041 unités équipements. En ce qui concerne la catégorie « Prestataire de services », le PADAER a bénéficié de l'appui de la firme Bioessence pour la formalisation des MPERS et leur permettre d'avoir un accès facile au marché.

	Montants budgétisés	Réalisations	Taux de réalisation
Génie civil et Rural	3 647 549 207	1 587 360 241	.52%
Équipement intrant et Moyen de Transport	1 900 113 000	2 429 627 089	127.87%
Études Formation, Information et Assistance Technique	907 266 240	635 463 657	70.04%
Prestations de Service	91 243 500	188 841 199	206.96%
Salaires et Indemnités	568 789 300	560 012 167	98.46%
Entretien et Fonctionnement	153 280 000	136 084 370	88.78%
Total	7 268 241 247	5 537 388 723	76.19%

85. **PTBA 2017.** Ce PTBA 2017 a été préparé sur une période de dix-huit (18) mois pour un montant total de 10 554 866 651 FCFA. Cependant, il a été révisé par une mission d'appui du FIDA en février 2017 pour être examiné par le comité de pilotage. Au 31/03/2017, le PTBA a été exécuté à un taux de 8,18%. Ce faible taux enregistré au 1^{er} trimestre s'explique comme suit : les travaux de Génie civil qui représentent 56,2% du PTBA constitués principalement des châteaux d'eau, forages agricoles, de la réhabilitation des bas-fonds sont en cours d'exécution. En outre, la catégorie II qui représente 25% du PTBA et, constituée essentiellement des intrants et du matériel agricole sera exécutée au démarrage de la campagne agricole 2017/2018.

86. **% PTBA 2017 réalisé par financement au 31/03/2017**

	Montants budgétisés	Réalisations	Taux de réalisation
Prêt 843-SN	7 663 376 500	803 740 159	10.46%
Fonds Fiduciaire E-2-SN	1 086 221 022	8 959 110	0.82%
État	1 263 124 420	53 184 967	4.21%
Bénéficiaires	542 144 709	0	0%
Total	10 554 866 651	863 884 236	8.18%

87. **% PTBA 2017 réalisé par composantes sans Engagement de dépense au 31/03/2017**

	Montants budgétisés	Réalisations	Taux de réalisation
Amélioration de l'Offre de Produits Agricole	7 324 812 887	293 597 339	4.01%
Valorisation et mise en Marche	1 630 162 739	337 307 200	20.69%
Coordination, Suivi Evaluation & Gestion des savoirs et genre	1 599 891 025	232 979 697	14.56%
Total	10 554 866 651	863 884 236	8.18%

88. **% PTBA 2016 ou 2017 réalisé par catégorie de dépense.**

	Montants budgétisés	Réalisations	Taux de réalisation
Génie civil et Rural	5 937 154 456	531 309 726	8.95%
Équipement intrant et Moyen de Transport	2 666 683 759	420 000	0.02%
Études Formation, Information et Assistance Technique	892 893 450	149 144 584	16.70%
Prestations de Service	130 980 000	43 143 372	32.94%
Salaires et Indemnités	731 686 986	121 302 141	16.58%
Entretien et Fonctionnement	195 468 000	18 564 413	9.50%
Total	10 554 866 651	863 884 236	8.18%

89. **Analyse de l'exécution des PPM au 31/03/2017.** Sur la base du PTBA 2017/2018, le nombre total des marchés inscrits dans le Plan de Passation de Marchés (PPM) est de vingt-quatre (24) pour un budget global estimé à 877 000 000 FCFA TTC ; soit un taux global d'exécution de 33,33% en

nombre de marchés et 37,7% en valeur monétaire. Il tient compte de : (i) l'annulation du marché relatif à l'acquisition de supports de communication (sur recommandation de la mission d'appui du FIDA en février 2017 d'un montant de 25 000 000 FCFA) , (ii) la suspension du marché portant sur

90. l'équipement du Centre de Traitement de Semences de Kédougou pour un montant de 60 000 000 FCFA (négociations en cours avec le partenaire stratégique BAMTAARE qui se propose d'équiper le centre avec du matériel acquis avec le PPAO) et (iii) l'incertitude qui pèse sur la réalisation du marché relatif à l'édition du code pastoral pour un budget prévisionnel de 40 000 000 FCFA (la Loi y relative n'est toujours pas votée).

Tableau Récapitulatif des Marchés par Type.

	Nombre de marché prévu	Montant TTC	Nombre de marché réalisé	Taux d'exécution en nombre de marché (%)	Taux d'exécution en valeur monétaire (%)
Travaux	5	520 000 000	3	60	46
Consultance	11	160 000 000	3	27	20
Fournitures et équipement	4	42 000 000	1	25	24
Services courant	1	30 000 000	0	0	0
Total	21	752 000 000	7	33.33	37.7

91. **Registre des contrats au 31/03/2017.** Le registre des contrats est à jour de même que le « tableau de suivi de l'exécution financière et physique des contrats en cours ». Au 31/03/2017, le nombre total de contrats conclus par le PADAER est de 221 pour un montant HTVA de 6 628 475 437 FCFA.

	Nombre de marché	% exprime en nombre de marché.	Montant Hors TVA	% exprime en valeur monétaire
Travaux	53	23.98	4 772 646 164	72
Consultance	136	61.54	1 501 172 779	22.65
Fournitures et équipement	21	9.5	256 847 557	3.87
Services courant	11	4.98	97 808 937	1.48
Total	221	100	6 628 475 437	100

92. Le montant des décaissements s'élève à 3 726 168 982 FCFA soit un taux de décaissement de 56.21%.

93. La mission a formulé les recommandations suivantes : (i) le remboursement d'un montant 30 934 027 FCFA à la suite de la résiliation du marché de construction de 2 châteaux d'eau sur les sites de Péthiel et de Fourdou (Entreprise GADEC Service) ; (ii) la suppression (annulation) du PPM du marché relatif à l'acquisition d'un logiciel de traitement d'image et de son (8 mois de l'achèvement du projet) ; et (iii) la prise de toutes les dispositions afin de régulariser le marché signé avec AXA Assurances en 2016 et relatif à la couverture maladie du personnel.

94. **Protocoles et conventions.** Le montant des conventions avec les partenaires stratégiques ainsi que les protocoles d'exécution y relatifs au 31/03/2017 s'élève à 8 915 645 674 FCFA dont : i) Bamtare, au titre des aménagements/2 729 194 242 FCFA (Kédougou/653 170 984 FCFA ; Kolda/1 434 501 720 FCFA et Tamba/641 521 538 FCFA) et au titre des intrants/4 148 538 310 FCFA (966 324 513 FCFA/Kédougou ; 1 907 335 425 FCFA/Kolda et 1 274 878 372 FCFA/Tambacounda) ; ii) ANCAR/140 984 162 FCFA (Tamba/93 011 900 FCFA ; Matam/47 972 262 FCFA) ; iii) PAPIL/299 061 100 FCFA (Kédougou/244 672 750 et Kolda/54 388 350 FCFA) ; iv) SAED Matam/753 027 900 FCFA ; v) CSE/202 750 000 FCFA ; vi) INP/135 824 300 FCFA (Kédougou, 67 543 200 FCFA ; Kolda/32 810 100 FCFA et Tamba/35 471 000 FCFA) ; vii) DRDR/84 110 460 FCFA (Kédougou/35 439 480 FCFA, Tambacounda/24 747 100 FCFA, Kolda/13 083 000 FCFA et Matam/10 840 880 FCFA) ; viii) PPC PNDL/108 559 496 FCFA ; ix) IREF/44 402 000 FCFA (Kédougou/26 268 000 FCFA ; Tamba/18 134 000 FCFA) ; x) BIOESSENCE/213 122 000 FCFA ; xi) WHEPSA/9 246 000 FCFA ; xii) HBM/7 637 600 FCFA ; xiii) SREL Matam/17 304 000 FCFA ; CCIA/8 375 000 FCFA ; Djibril SENE/13 509 104 FCFA. Le montant total décaissé sur ces conventions et protocole est de 8 211 869 057 FCFA, soit un taux de réalisation de 92,11%.

95. **Décaissements effectifs et performance financière.** Le taux de décaissement effectif au 31/03/2017 par source de financement se compose comme suit :

96. **Décaissement du Prêt FIDA.** Les décaissements sur les ressources du Prêt FIDA s'élèvent à 16 747 806,88 DTS sur un montant alloué de 20 200 000 DTS (10 885 000 \$ USD) soit un taux de décaissement en DTS de 82,91%. En tenant compte du montant de la DRF 41 (682 805,89 DTS) en préparation et sera transmis au FIDA en mi-mai 2017, le taux de décaissement projeté serait de 86,29% avec un montant total décaissé de 17 430 612,77 DTS.

97. **Décaissement du Prêt FFE.** Les décaissements sur les ressources du Prêt FFE s'élèvent à 5 180 484,48 Euro sur un montant alloué de 7 000 000 EURO soit un taux de décaissement en Euro de 74,01%. En tenant compte du montant de la DRF 16 (152 794,78 Euro) en instruction au FIDA pour remboursement, le taux de décaissement projeté serait de 76,19% avec un montant total décaissé de 5 333 279,26 Euro.

	Prêt FIDA 843 – SN (DTS)	Fonds Fiduciaire E – 2 - SN (Euro)	État (\$ USD)	Bénéficiaire (\$ USD)
Dotation	20 200 000	7 000 000	2 677 000	619 000
Décaissé	16 747 806.88	5 180 484.48	2 157 400	1 924 300
%	82.91%	74.01%	80.59%	310.87%

98. L'analyse des décaissements par rapport aux allocations de ressources montre que la catégorie I « Génie civil et rural » à un taux de (44.44%). Ce taux jugé faible à huit (8) mois de la date d'achèvement du projet s'explique par le fait que les nouvelles unités pastorales, les périmètres polycoles ainsi que les pistes de productions ne sont pas encore réalisées. Toutefois, d'ici la fin du projet il est attendu 10 nouvelles unités pastorales, 10 périmètres polycoles et un total de 94,5km de pistes.

Par ailleurs, la mission a noté des taux d'exécution élevés des catégories II « Equipements, Intrants et MT » de 157%, expliqué par l'acquisition de 7041 unités d'équipements. Catégories III « Formation, Etudes Information et AT » de 101.78%, et les catégories V « Salaires et Indemnités » de 100.78%. En effet, en ce qui concerne la catégorie II qui a enregistré un dépassement important, le PADAER a décaissé 4 901 499 203 FCFA au titre des intrants/matériels agricoles sur une prévision de 221 000 000 FCFA sur la durée du Programme résultant de la contribution du programme à la mise en œuvre du Pracas et à l'acquisition des unités d'équipements.

99. **Fonds de contrepartie.** Conformément aux dispositions de l'Accord de Financement, la participation financière du Gouvernement au financement du PADAER se chiffre à 2,67 millions USD (5,9% des coûts totaux) à la formulation. Ce montant représente l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront acquis par le Programme. Au 31/03/2017, la contribution effective du Gouvernement s'est élevée à 2 157 400 \$ USD, soit un taux de 80.90%, ce qui est jugé « Modérément Satisfaisant ».

100. **Contribution des Bénéficiaires.** Elle est estimée à 0,61 millions USD, soit 1,4% du coût total du Programme. Ce coût correspond à la contribution en nature (main-d'œuvre, matériaux de construction, entretien, etc.) pour les intrants, matériels agricoles, les aménagements hydro agricoles et autres infrastructures. A la date du 31/03/2017, la contribution valorisée des bénéficiaires s'élève à 1 924 300 \$ USD soit un taux de 310.87%. Ce taux très élevé est due principalement à : (i) la contribution conséquente des OP à leur forte adhésion aux objectifs du PRACAS par l'acquisition des intrants agricoles et (ii) l'apport de 10% des OP sur l'acquisition des équipements agricoles.

101. **Revue des ECD.** La mission a passé en revue les états certifiés pour les DRF N° 35 et 37, sur le Prêt FIDA, et la DRF no 16 sur le FFE. Les DRF sont bien montées et renseignées et n'appellent pas d'observations particulières. Cependant, il a été recommandé par les missions précédentes à la suite d'une requête formulée par le projet une augmentation du seuil actuel des ECD de 20 000 USD à 75 000 USD à l'égard à la bonne qualité de la gestion financière du programme. La mission reconduit cette recommandation dans la mesure où elle est pertinente.

102. **Respect désaccords de Financement.** Dans l'ensemble les dispositions de l'accord de financement sont mises en application.

103. **Compte spécial Prêt FIDA.** Le rapprochement du compte spécial FIDA au 31/03/2017, donne un montant reconstitué de 800 000 000 FCFA. A cette date, la trésorerie est de 210 852 362 FCFA soit 26,36% de la dotation initiale. La DRF N°41 (568 244 167 FCFA) actuellement en préparation représente 71.03% du compte spécial. Par ailleurs, les dépenses non encore justifiées d'un montant de 5 145 000 FCFA correspondent aux préfinancements de : (i) Mabeye Diouf, bureau de liaison PC d'un montant de 50 000 FCFA, (ii) de l'atelier de Saint-Louis d'un montant de 4 345 000 FCFA, et (iii) Yoro Ba 750 000 FCFA. Il a été aussi constaté un écart de 15 758 471 FCFA correspondant à des

dépenses de la catégorie II « Equipements, Intrants et Moyens de transports » qui est en dépassement du seuil de 157% inclus dans la DRF N° 38 et non encore remboursé.

104. ETAT DE RECONCILIATION DU COMPTE DESIGNE FIDA AU 31/03/2017 EN FCFA

Depot initial	800,000,000.00	
complément dépôt initial	0.00	
montant recouvré		
solde du compte désigné		817 500
Solde du compte des opérations		171 803 874
Solde des sous Comptes (Kolda- Matam- Kedougou)		34 363 183
solde caisse		3 867 805
DRF en cours de préparation N0 0041		568 244 167
Dépenses non encore justifiées		5 145 000
Ecart		15 758 471
Totaux	800 000 000	800 000 000

105. **Compte spécial/FFE.** Le rapprochement du compte spécial FFE au 31/03/2017, donne un montant reconstitué de 350 000 000 FCFA. A cette date, la trésorerie est de 249 755 645 FCFA soit 71,36% de la dotation initiale. La DRF N°16, en préparation d'un montant de 100 232 655 FCFA représente 28.64% du compte spécial. Par ailleurs, aucun écart n'a été constaté et les dépenses justifiées non encore soumises à remboursement d'un montant de 11 700 FCFA correspondent à des frais bancaires (services en ligne).

106. ETAT DE RECONCILIATION DU COMPTE DESIGNE FFE AU 31/03/2017 EN FCFA

Depot initial	350 000 000	
complément dépôt initial	0.00	
montant recouvré		
solde du compte désigné		107 863 475
Solde du compte des opérations		141 892 170
solde caisse		0
DRF N0 0016 Soumit au FIDA pour remboursement		100 232 655
Dépenses justifiées non encore soumises au remboursement		11 700
Ecart		0
Totaux	350 000 000	350 000 000

107. **Gestion des immobilisations.** L'inventaire des immobilisations pour la clôture des comptes 2016, réputé clos le 31/12/16, a été finalisé le 20/04/2017. Les données physiques issues de l'inventaire ont été rapprochées avec les données comptables. Le rapport d'inventaire sera mis à la disposition de l'audit 2016. Cependant, lors de la revue de ce rapport, la mission a noté que des fiches d'inventaire de l'antenne de Kédougou ne portent pas la signature du chef d'antenne. La mission recommande : (i) la prise des dispositions par le RAF/Coordonnateur afin que les fiches d'inventaire de Kédougou soit signées au plus tard 30/04/2017, et (ii) prendre les dispositions afin que l'inventaire des immobilisations se fasse dans le mois de Décembre de l'année en cours.

108. **Archivage.** Aux termes des procédures du FIDA et des documents relatifs aux accords de prêt/don, les archives doivent être conservés dans de bonnes conditions pendant au moins dix (10) ans. La mission constate au niveau de la section gestion financière que l'organisation des pièces est en conformité avec les règles énoncées. Toutefois, elle recommande qu'il ait un scan des documents clés pour les rendre facilement accessibles et ne pas être obligés d'aller fouiller dans les archives quand on veut les consulter.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Procéder dans les plus brefs délais aux évaluations de performance du personnel 2016	Coordonnateur/RAF/Chef d'Antenne	Immédiat
Transmettre les évaluations du personnel 2015 et 2016 au FIDA	Coordonnateur	Immédiat
Confirmer le responsable Suivi & Evaluation	RAF/ FIDA	02 mai 2017
Régler définitivement l'assurance maladie du personnel	Coordonnateur/ Gouvernement	Immédiat
Finaliser l'amélioration du dossier TOMPORTAIL pour un traitement unique de l'ensemble des requêtes	RAF/ Chef Comptable	30 juin 2017
Régulariser la situation des engagements au niveau du Module Tom2Pro	RAF/ Chef Comptable	30 juin 2017
Traiter la requête n° 3206/MEFP/DGF/DFM/BAA/id du 28/03/2017 relative au relèvement de l'avance autorisée pour la porter à 1,2 milliard	FIDA	Immédiat
Augmenter le seuil des ECD pour le porter de 20 000 USD à 75 000USD	FIDA	Immédiat
Faire signé le Procès-Verbal pour solde de tout compte du lot 1 par GADEC Service afin d'enclencher la procédure de remboursement d'un montant de 30 934 027 FCFA pour le marché de construction de 2 châteaux d'eau sur les sites de Péthiel et de Fourdou	Chef Antenne Matam	Immédiat
Supprimer du PPM le marché relatif à l'acquisition d'un logiciel de traitement d'image et de son	Coordinateur/RAF/SPM	Immédiat
Faire signer les fiches d'inventaire de Kédougou	Chef d'Antenne Kdg	30 avril 2017
Planifier l'inventaire dans le mois de décembre	RAF/ Chef Comptable	Continu
Scanner les documents clés pour les rendre facilement accessibles en cas de besoin	RAF/Chef Comptable	Continu

F. Durabilité

109. Le facteur fondamental sur lequel va reposer la durabilité des actions du programme est le maintien de la fonctionnalité des infrastructures mises en place à travers l'implication de toutes les parties prenantes, notamment les OP et les communes concernées. Cela suppose une gestion efficace et durable ainsi qu'une maintenance effective de ces infrastructures. Bien que régulièrement recommandé par les missions précédentes, la prise en charge de la maintenance des infrastructures à travers une stratégie globale n'est pas encore tout à fait effective.

110. D'une manière générale, les infrastructures réalisées avec l'appui du programme font l'objet d'une stratégie d'entretien et de maintenance, dont la planification de la mise en œuvre dépend de la nature même de celles-ci. Il s'agit d'aménagements de bas-fonds et plaines constitués en général de digues, diguettes et ouvrages génie civil, de pistes rurales, de périmètres maraîchers et de complexes commerciaux dont l'utilisation entraîne des dégradations, et donc nécessite de réparations et d'une bonne gestion. La mise en œuvre de cette stratégie d'entretien et de maintenance, et l'application ultérieure des dispositions d'ensemble des actions de maintenance sur les infrastructures pourra être confiée, à terme, à un partenaire stratégique, qui sera une institution permanente qui dispose de compétences dans l'accompagnement des producteurs et des collectivités locales en matière d'exploitation et de gestion d'infrastructures hydro-agricoles et rurales. Cette démarche facilitera son adoption rapide dans un délai court, compte tenu de la perspective d'achèvement du programme.

111. Constitution/Adhésion aux faïtières locales et régionales. Une dynamique organisationnelle intéressante est en train de se renforcer dans les régions de Kédougou, Kolda et Matam autour des faïtières et de prendre forme dans celle de Tambacounda. Les OP se rendent compte de la nécessité de former de grands groupes comme les unions ou fédérations au niveau régional et de s'affilier à des organisations au niveau national tel que les collèges maïs et riz. Il est à noter que les leaders des OP notamment ceux de Kédougou sont dans les instances de décision au niveau national.

112. Appropriation par les collectivités locales. Les différents maires des communes ont facilité la délibération pour accorder aux OP des sites pour la réalisation des infrastructures et inscrivent dans leur budget des montants pour la maintenance et l'entretien. Ce niveau d'appropriation facilitera le transfert des infrastructures dans le patrimoine de la commune.

113. Mise en relation OP/OM et entre OP et IMF/IF. La mise en relation entre les OP et les MPER fabricants de matériel agricole ou entre les OP et les MPER transformatrices de produits agricoles sécurise un marché pour les uns et un accès à des produits de qualité pour les autres. Ces transactions facilitées par la relation entre ces organisations et les institutions financières qui se renforcent d'année en année ont une forte incidence sur l'économie locale.

114. Collaboration OP, MPER et institutions pérennes. Le renforcement de la collaboration entre les OP et les structures comme BAMTAARE et les différents services techniques a permis aux producteurs et MPER de pouvoir demain s'orienter et aller vers ces institutions. Cette relation si forte actuellement va survivre au PADAER.

115. Institutionnalisation du partage à travers les groupes d'apprentissage. Les espaces de dialogue, de partage d'expériences et de bonnes pratiques, qui ont été initiés dans la région de Kédougou et qui suscitent beaucoup d'intérêt chez les bénéficiaires, seront mis à l'échelle dans les autres régions d'intervention. Ils constitueront des moyens de diffusion et de développement de stratégies pour une poursuite de toutes les activités initiées avec l'appui du PADAER.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer et opérationnaliser la stratégie de gestion et de maintenance durables des infrastructures rurales réalisées par le PADAER en convention avec un partenaire stratégique	SIR/UCP	30 juin 2017

G. Autres : Partenariat et Environnement

Partenariat

116. Le PADAER s'appuie sur les dispositifs de partenaires stratégiques qui sont l'ANCAR (Tambacounda), la SAED (Matam) et BAMTAARE SA (Tambacounda, Kolda, Kédougou). En plus d'autres partenariats sont noués pour l'exécution des activités et le transfert de compétences et de responsabilités en vue du retrait du programme. Nous présentons les partenariats les plus structurants pour la durabilité.

117. ANCAR et SAED. ANCAR s'occupe de la supervision de la distribution des semences des petits équipements et de l'encadrement des OP à Tambacounda, alors que SAED est chargé de la multiplication des semences, la distribution des semences et des équipements, de l'encadrement et de la reprise des productions dans les casiers réhabilités à Matam.

118. BAMTAARE est un partenaire clé et le demeure dans la mise en œuvre des activités, pour l'identification des besoins des OP, la multiplication des semences de riz et de maïs, la distribution des semences et des petits équipements, le suivi de la campagne. En tant que OM à Kolda et Kédougou il assure l'approvisionnement en intrants de qualité et veille à la certification des semences. Les constats faits cette année sur la lenteur dans la mise en œuvre des protocoles et la remontée des données nécessitent des mesures de part et d'autre pour améliorer les services rendus.

119. Le programme collabore avec des projets et programmes en cours pour optimiser les ressources dans un esprit de complémentarité. C'est le cas pour le PPC/PNDL avec lequel il a été réalisé 73,5 km de piste dans la région de Kolda en lieu et place de 20 km inscrit dans le DCP et pour un coût inférieur au montant prévu pour les 20 km et avec le PAPIL, 115 ha de bas-fonds rizicoles, 83 ha de plaines d'épandage et 26 ha de périmètres maraichers sont réhabiliter/aménager. Ce partenariat se poursuit dans le cadre du P2RS.

120. Dans la région de Kolda, le partenariat entre le PADAER et l'entreprise Hydro Bati Mec (HBM) permet aux OP de bénéficier des services de transformation des productions de proximité et assure l'apprentissage des jeunes de la région afin de les installer dans le métier avec l'appui du PADAER pour gérer leur propre MPER. Il est envisageable que HBM appuie l'installation de plateformes multifonctionnelles.

121. Avec la Sahélienne d'Entreprise de Distribution et d'Agro-Business (SEDAB), un protocole d'accord a été signé portant sur la production et le traitement de semences. PADAER va appuyer la reprise du périmètre de production de semences de Djeddah pour rendre la structure autonome. Pour l'instant la SEDAB s'alimente en semences de pré-base auprès de l'ISRA et d'AfricaRice, qui sont mises à la disposition des multiplicateurs semenciers encadrés par le PADAER.

122. Le partenariat que le PADAER a noué avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et la CNAAS a permis d'élargir l'assurance agricole à 46 OP en 2016.

123. Le PADAER a signé une convention de partenariat avec le programme national de sécurité et de bourses familiales.

124. Le partenariat avec BioEssence, une entreprise franche d'exportation basée à Dakar, s'est focalisé sur la standardisation de la production et transformation des produits agricoles afin de s'assurer une qualité répondant aux standards Européen et Américain. BioEssence assure le coaching pour une meilleure participation aux foires.

125. Le partenariat public-privé avec le GIE YELITAARE permet une forte inclusion des jeunes et la création d'emplois rémunérateurs à travers la réalisation, de 50 ha de bananeraie irriguée au micro-jet qui a permis de recruter 109 jeunes.

126. Le PADAER a fait appel à l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) pour la formation des responsables des MPER à la fabrication de matériel agricole et à la définition de spécifications techniques qui permettent aux agents des structures prestataires de vérifier la conformité des appareils produits avant leur livraison aux OP.

127. La réalisation des travaux de renforcement de 18 UP existantes et l'identification de 10 nouvelles UP a été possible grâce au partenariat avec le Centre de Suivi Ecologique (CSE).

128. Pour le contrôle de qualité et d'autres missions spécifiques, le PADAER s'appuie aussi sur les services techniques dans leurs domaines de compétences respectifs Il s'agit de la DRDR, les Eaux et Forêts, l'Hydraulique, la DREEC et l'INP, Service Régional de l'Elevage de Matam.

129. Pour permettre aux OP et MPER de bénéficier des appuis et des facilités dans le domaine de la mise en relation avec les SFD, le PADAER collabore avec le Fonds d'appui au développement du secteur rural (FADSR), qui a hérité des ressources du SAFIR.

130. Pour faciliter un meilleur positionnement des OP qui ont bénéficié des appuis du PADAER, un protocole sera signé avec les différents collèges mis en place par les producteurs grâce à la facilitation du FNDASP. Pour l'instant seul le collège maïs est installé et celui du riz est en cours.

Environnement

131. Le rapport définitif de l'évaluation environnementale stratégique (EES) du Programme a été approuvé par le comité technique national de validation des études environnementales. Cela s'est traduit par l'obtention par le PADAER de l'attestation de conformité environnementale. L'arrêté y afférent est dans le circuit de signature.

132. Les aménagements ont permis la résilience des populations face au déficit pluviométrique constaté durant l'hivernage 2016, en permettant une production maraichère substantielle contribuant ainsi à la sécurité alimentaire et à l'amélioration des revenus des producteurs.

133. Les pistes réalisées ont eu également des impacts positifs car elles ont facilité l'accès d'une population de 25 979 habitants (2510 ménages) vivant dans 111 villages et hameaux avec des potentialités agricoles importantes aux services sociaux de base.

134. La mise en œuvre des plans de gestion des UP induit entre autres les effets positifs suivants : (i) la gestion rationnelle et durable des ressources naturelles ; (ii) la gestion des conflits autour des points d'eau ; (iii) la facilitation de l'accès à l'eau aux populations et au bétail ; et iv) l'amélioration de la santé animale ;

135. Avec le changement climatique, les phénomènes d'érosion des terres de plateau et d'ensablement des vallées et bas-fonds sont devenus beaucoup plus importants. Les ouvrages de CES/DRS mis en place ont permis de protéger les aménagements en aval des bassins versants les surplombant et permettent de préserver le potentiel productif des terres protégées, face à l'évolution globale du climat.

136. Les complexes commerciaux mis en place permettront de sécuriser le stockage des produits agricoles et de faciliter leur commercialisation.

H. Conclusion

137. Le PADAER entre dans sa phase finale. Le programme a fait des gros efforts pour rattraper le retard de 20 mois accusé à son démarrage. Malgré cela, un nombre d'infrastructures, des actions de renforcement des OP, de consolidation et de maintenance des infrastructures mise en place ne pourront pas s'achever avant la date initiale d'achèvement, prévu le 31 décembre 2017. Une requête de prorogation de la date d'achèvement du programme au 30 juin 2019, a donc été présentée au

FIDA pour permettre au programme de consolider ses acquis, garantir un suivi de proximité des OP, de la campagne agricole 2017/2018 et des travaux d'infrastructures, et mettre en place un système durable de gestion et de maintenance des infrastructures construites ou réhabilités.

138. L'accès aux semences certifiées de qualité et aux autres facteurs de production, ainsi qu'au conseil agricole, a permis aux producteurs de bien maîtriser les itinéraires techniques et d'augmenter les rendements et la production agricole. Toutefois, le déficit pluviométrique de la campagne 2016/2017 a eu des conséquences négatives sur la production des cultures pluviales dans les régions de Tambacounda et de Kolda, alors que les régions de Kédougou et de Matam n'ont pas été particulièrement affectées par ce déficit. La dépendance des producteurs et de leurs organisations des cultures pluviales et leur conséquente exposition aux aléas climatiques met en évidence la nécessité de développer des stratégies et mécanismes efficaces pour assurer la mise à disposition des intrants à temps, la multiplication de semences de qualité par les OP elles-mêmes pour s'assurer de sa disponibilité, la gestion et la maîtrise de l'eau, et le transfert des risques. Il faut aussi réfléchir davantage sur l'appui aux ménages dans la diversité de leurs activités pour renforcer la résilience aux aléas climatiques.

139. Les OP appuyées par le PADAER, en majorité de naissance récente, montrent une tendance positive dans le développement de leur dynamique interne, leur développement institutionnel et la marche vers l'autonomisation, surtout dans la mobilisation interne des ressources pour s'approvisionner en intrants de qualité et la commercialisation des surplus de production. Cependant, elles ont encore besoin d'un appui de proximité pour renforcer leurs capacités opérationnelles et institutionnelles, leur pouvoir de négociation, et ainsi atteindre l'autonomie technique et financière. L'appui devra aussi cibler les OP de 1ère génération, qui sont "graduées" de la subvention dégressive, mais nécessitant encore d'autres appuis spécifiques différenciés. Une réflexion devra être menée sur la capacité de cofinancement des intrants pour les OP de 2ème et 3ème génération de Tambacounda et Kolda, dont la production, et donc la capacité de constituer l'épargne intrant, ont été affectées par la mauvaise pluviométrie.

140. L'ensemble des infrastructures réalisées, notamment les aménagements hydro-agricoles, les infrastructures pastorales et marchandes, contribue à l'atteinte des résultats du programme et génère des effets induits positifs, comme l'amélioration des conditions de vie des populations grâce au désenclavement des villages et à l'accès à l'eau, l'augmentation de la capacité de stockage, l'écoulement des produits agricoles, l'amélioration des conditions sanitaires du bétail, leur abreuvement et la gestion des pâturages. Afin de garantir la durabilité des infrastructures, le programme devra s'investir davantage dans l'opérationnalisation de la stratégie de gestion et de maintenance des infrastructures, à travers une implication forte des autorités et des communautés locales et des OP (production végétale et animale), ainsi que le renforcement des capacités des comités de gestion et un suivi de proximité.

141. Enfin, en ce qui concerne l'entreprenariat rural, l'étude en cours de réalisation sur la catégorisation/classification des MPER du portefeuille du PADAER, devra définir des dispositifs d'appui ciblés en fonction des objectifs de catégorisation des MPER. L'analyse devra aussi aborder la question de l'approvisionnement en emballage de qualité et respectant les normes du Sénégal, dans un contexte de développement et du renforcement de la dynamique des filières.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Programme et notes attribuées

I. Projet 1614 [1100001614] Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural - Brouillon

Faits essentiels

Pays	Sénégal	No. du projet	1614 [1100001614]	No. du prêt/don DSF	1000004092, 1000004093
Projet	Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	12/12/2016				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	7	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	0		
Dernière Supervision	13/10/2016	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi			

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	15/09/2011			Coût total	45.71	86,37
Accord	12/10/2011	Délai d'entrée en vigueur	0.9	FIDA Total	32.33	87,9
Entrée en vigueur	12/10/2011	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	32.33	87,9
Premier décaissement	11/05/2012			Don DSF		
Examen à mi-parcours	12/04/2016	Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initial	31/12/2017	Dernier audit		field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/12/2017			Financement national total	3.29	123,81
Clôture	30/06/2018			Beneficiaries	0.63	310,9
Nbre de prolongations	0			National Govern	2.67	80,6
				Cofinancement total externes	10.09	69,4
				Spanish Fund	10.09	69,4

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	4	2. Exécution du S&E	5	5
3. Fonds de contrepartie	4	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	5

5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	4	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et leçons apprises	5	5
			8. Prise en compte du climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Amélioration de l'offre de produits agricoles	5	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Valorisation et mise en marché	4	5	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

La comptabilité fonctionne correctement sous Tom2Pro. Il en est de même de la génération automatique des DRF, formulaires et des Etats financiers selon le format FIDA. En outre, les données saisies dans le module immobilisation de « Tom2PRO », inventoriées ont fait l'objet d'un rapprochement avec la comptabilité générale.

A date, la mise en œuvre du programme a permis d'atteindre 43 753 ménages, soit 437 530 personnes dans 1 044 villages, soit 87,5% de son objectif global. En ce qui concerne les infrastructures d'appui à la production, le programme a poursuivi la mise en place des infrastructures hydro-agricoles (2070,4 ha), pastorales (12 parcs, 12 abreuvoirs et 8 magasins), de désenclavement (73,5 km) et de commercialisation (2 complexes commerciaux multifonctionnels et 2 autres à 83% de réalisation). Pour cette campagne 2016/2017, ce sont, au total, 15 939 ha de terres, dans 600 villages, qui ont été emblavés toutes spéculations confondues, avec les mesures d'accompagnement nécessaires (mise à disposition de semences certifiées, d'engrais, d'herbicides et d'équipements agricoles) dans le cadre des modalités de financement dégressif promues par le programme. Pour la campagne 2017/2018, les dispositions sont prises avec Bamtaare pour assurer l'approvisionnement à temps des OP en intrants.

Des innovations ont été développées ainsi que des partenariats public-privés, avec une attention particulière sur l'emploi des jeunes (566) et des femmes (1040). Le PADAER fait des grands efforts pour atteindre les plus vulnérables, l'aspect genre est pris en compte dans toutes les activités par la discrimination positive en faveur des jeunes, des femmes, des handicapés et personnes vivant avec le VIH SIDA.

La fonction de pilotage et d'appui à la prise de décision est bien intégrée et prise en compte par le système de S&E tant au niveau du suivi des activités du PTBA, du renseignement des résultats et de la mesure de l'impact. Toutes les fonctions du S&E sont prises en compte dans le système. L'accès au système par les utilisateurs principaux (cellule SE, Spécialistes de l'UCP, Antennes) est en phase d'être étendu au Gouvernement, au FIDA et autres partenaires stratégiques (Bamtaare, SAED, ANCAR). La formalisation de la contribution valorisée des bénéficiaires est effective. Elle s'élève à 1 924 300 USD soit un taux de 310.87%. Ce taux très élevé est due principalement à : (i) la contribution conséquente des OP à leur forte adhésion aux objectifs du PRACAS par l'acquisition des intrants agricoles et (ii) l'apport de 10% des OP sur l'acquisition des équipements agricoles. Le PADAER utilise une approche participative qui garantit l'inclusion des bénéficiaires dans la planification et la mise en œuvre des activités et leur appropriation des acquis du programme.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	5	5
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	5

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

D'une façon générale, le PADAER a atteint des résultats satisfaisants malgré un retard de 20 mois enregistré. Les appuis du programme ont permis la mise en place d'un nombre important d'infrastructures hydroagricoles, pastorales, et marchandes. Les pistes réalisées ont désenclavé une population de 25 979 (2 597 ménages) vivant dans 111 villages et hameaux avec des potentialités agricoles importantes, ce qui a contribué largement à l'amélioration des conditions de vie et d'existence des populations locales, avec l'accès à l'eau potable pour les populations, l'eau pour le bétail en plus du soutien appréciable à la production. Les OP se sont à présent bien appropriés du système de subvention dégressive, facilitant ainsi lors des deux campagnes précédentes, la disponibilité des contributions des OP bénéficiaires de la subvention.

Les appuis post-récolte ont permis de traiter à date 1390,5 tonnes de paddy sur une production totale de 5762 tonnes soit en valeur relative 25%, le montant des prestations est de 18 540 000 FCFA. L'objectif de mise en marché est accompagné d'une

augmentation de la capacité de stockage (acquisition de 450 116 sacs et de 1719 bâches), de construction de complexes commerciaux de (120 T) et de transformation (promotion des MPER transformatrices de céréales locales).

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Les changements notés au plan technique et économique se traduisent par une capacité d'autosuffisance alimentaire des ménages à travers une augmentation des superficies cultivées; de la productivité et de la production, (évolution des rendements de 1.5t/ha à 2,8t/ha pour le maïs et de 1t/ha à 3t/ha pour le riz pluvial), une amélioration de l'accessibilité aux productions par la baisse des prix et la diversité de l'offre. Les superficies emblavées à travers les appuis du programme ont évolué progressivement, passant de 2 207,98 ha en 2014/2015 à 15 939 ha en 2016/2017, soit une évolution de 622%. La production agricole totale de la campagne 2016/2017 dans la zone d'intervention du PADAER est de 21 670 tonnes. Cette production permet d'assurer la couverture des besoins alimentaires (selon la norme de la FAO, 185 kg/personne/an) de 116 737 personnes ou 11 673 ménages en milieu rural pendant un an. La production supplémentaire de niébé, qui permet d'améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation des ménages, est de 93 tonnes. Il faut aussi noter que le PADAER a développé des activités complémentaires qui, dans certaines zones, permettent aux groupes cibles tels que les groupements de femmes, de faire face aux mauvaises performances enregistrées lors de la campagne céréalière. Il s'agit par exemple de la campagne maraîchère hivernale qui a enregistré une production de 53 tonnes dans les régions de Kolda et Kédougou. Le maraîchage entre dans la stratégie de diversification nutritionnelle et alimentaire, constituant en même temps une source alternative de revenus.

La création d'emplois chez les MPER a évolué de façon significative depuis 2014. Le PADAER a appuyé 196 MPER, dont 124MPER femmes et 15 MPER jeunes; 1 560 emplois ont été créés/consolidés, dont 1 040 pour les femmes et 566 pour les jeunes. La mise en œuvre de la stratégie OP/MPER a fortement rehaussé les chiffres d'affaires de 8 MPER de fabrication de matériels agricoles pour un montant de 134 070 000 millions F CFA sur la période 2015/2016. Ceci renforce de façon durable les relations entre les OP et les MPER. Les ménages investissent dans le matériel agricole, la construction de logement en dur, la prise en charge de la scolarité des enfants, des soins médicaux et l'acquisition d'intrants. L'installation d'abreuvoirs de type nouveau et de bornes fontaines a permis l'accès à l'eau, aux populations et au bétail dans la zone sylvo-pastorale.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	RISQUE FIDUCIAIRE. Avec le niveau élevé des activités du PADAER, le retard dans la mise à disposition de la DRF n° 40 relative au relèvement de l'Avance Autorisée d'un montant de 400 millions affectera négativement la performance du Programme.
Avancement de l'exécution du projet	La faiblesse de l'autonomisation et de la professionnalisation des OP due au faible niveau de démarrage (1 et 2) nécessite le renforcement continu de l'appui spécifique et de proximité pour rendre les OP plus professionnelles, plus autonomes, et capables de fournir les services de qualité à leurs membres, dans une optique de durabilité. Les aléas climatiques affectant la production pluviale jouent en défaveur de la participation régulière au financement de la contribution.
Produits et réalisations	Le manque de respect des délais de livraison de certains aménagements et infrastructures par les entreprises nécessite un suivi de proximité des travaux et des entreprises. La dépendance totale du système d'une pluviométrie incertaine dans un contexte de changement climatique le rend fragile. Pour la campagne 2017/2018, les dispositions sont prises avec Bamtare pour assurer l'approvisionnement à temps des OP en intrants, y inclus les semences pour le riz de plateau. Le renforcement des capacités sur les bonnes pratiques agricoles à travers un dispositif d'appui conseil contribuent fortement à l'augmentation de la productivité.
Durabilité	La limitation des capacités institutionnelles des OP, notamment au plan administratif, logistique, planification stratégique et opérationnelle. Certaines dispositions sont prises, mais leur mise en œuvre requiert un renforcement continu, pour éviter certaines déperditions. Les partenaires stratégiques pérennes que sont l'ANCAR (Tambacounda), la SAED (Matam) et BMTAARE SA (Tambacounda, Kolda, Kédougou), ont un rôle fondamental jouer dans cette dynamique. Pour assurer la viabilité des MPER il est nécessaire un accompagnement dans le développement des plans d'affaires, appui pour parachever leur structuration et constituer un cadre d'elles des locomotives pour tirer les autres MPER, poursuivre la mise en relation MPER/OP/IMF, recherche de marchés compétitifs et d'autres circuits nationaux pour la vente des produits telle que les grandes distributions et le positionnement d'une MPER dans la fourniture d'emballages. Pour ce qui est des infrastructures, la durabilité dépendra aussi de l'opérationnalisation de la stratégie globale d'entretien et de maintenance, de la capacité des comités de gestion à prendre en charge l'entretien et la maintenance des ouvrages et des infrastructures et de l'implication des collectivités locales dont certaines ont déjà alloué des ressources dans leur budget annuel pour l'entretien.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Réhaussement de l'avance initiale	Examiner de la demande du MEF pour porter l'allocation autorisée à 1,2 milliard compte tenu du niveau élevé des activités.	31/08/2017	A mettre en œuvre.
Campagne agricole, déficit de pluviométrie	Poursuivre la réflexion pour une bonne stratégie de résilience des producteurs dans une zone aux effets	Continu	A mettre en œuvre.

Sénégal

Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural (PADAER)

Aide-mémoire du rapport de supervision - Dates de la mission: du 18 au 30 avril 2017

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées

	climatiques aussi aléatoires Suivre la livraison avant paiement des six tracteurs inclus dans le PTBA pour la région de Kedougou		
Stratégie globale d'entretien et de maintenance des infrastructures réalisées et réhabilités	Suivre l'élaboration et l'opérationnalisation de la stratégie de gestion et de maintenance durables des infrastructures rurales réalisées par le PADAER en convention avec un partenaire stratégique	31/08/2017	A metre en œuvre.

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

AU 31 MARS 2017 (Cibles revues à la RMP)

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Etat de mise en œuvre au 31 Mars 2017	Sources d'information	Risque/ hypothèses
1. BUT				
Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de Kédougou, Kolda, Matam et Tambacounda.	<ul style="list-style-type: none"> - La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de x% à y% * - Au bout de 6 ans, l'indice d'accumulation de biens a augmenté d'au moins 5% pour 50% des ménages ciblés * 		DPES Suivi-évaluation du PNIA, du PNDE, du CSD Statistiques nationales et enquêtes de référence	Les conditions climatiques et de marché sont favorables
2. OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT				
Améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs et éleveurs) et créer des emplois durables pour les ruraux, en particulier les jeunes et les femmes.	<ul style="list-style-type: none"> - Le % de ménages au-dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passe de x% à y% au bout de 6 ans * - Au bout de 6 ans, le revenu des ménages ciblés a augmenté d'au moins 10% - 80% des emplois créés sont des emplois durables - 50 000 ménages ruraux ont accès aux services du Projet 	43 753 ménages dont 10 775 ménages de 2014 et 17 162 de 2015	Rapport d'évaluation à mi-parcours (études d'impact) Rapport d'évaluation de fin du Programme Statistiques de productions (DAPS et DIREL)	Les conditions climatiques et de marché sont favorables
3. RESULTATS				
Composante 1 : amélioration de l'offre de produits agricoles				
EFFET 1 : des infrastructures de maîtrise de l'eau offrent aux producteurs l'opportunité d'exploiter les ressources (eau, terre) disponibles	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des surfaces cultivables 2 286 ha - La mortalité a baissé de X% dans les UP 	2 026.4 ha	Enquêtes	

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Etat de mise en œuvre au 31 Mars 2017	Sources d'information	Risque/ hypothèses
Produit 1 : des ouvrages hydro-agricoles sont réalisés ou réhabilités et livrés aux producteurs à des fins de production agricole	<ul style="list-style-type: none"> - 06 périmètres de 10 ha livrés dans la région de Matam - 763 ha de PIV dans la région de Matam réhabilités par planage pour adopter le SRI - 580 ha de bas-fonds réalisés dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou - 200 ha de plaine d'épandage de crues dans la région de Kédougou - 558 ha d'aménagement parcellaire complémentaire en aval des micro-barrages du PAPIL - 125 ha réhabilités et dotés en équipement de pompage sur d'anciens périmètres PISO (10 ha Tambacounda, 40 ha à Kolda, 15 ha à Matam et 60 ha à Kédougou) - 6 000 ha de DRS sur les bassins versants des sites de bas-fonds aménagés à Kédougou, Kolda et Tamba 	<p>0¹²</p> <p>763,9 ha</p> <p>445 ha</p> <p>160 ha</p> <p>563 ha</p> <p>94,5 ha</p> <p>3 609,8ha</p>	PV de réception des ouvrages	Les CR attribuent les terres à aménager aux OP bénéficiaires
Produit 2 : des UP sont consolidées et de nouvelles réalisées et livrées aux agro-pasteurs pour rationaliser l'élevage transhumant	<ul style="list-style-type: none"> - 10 nouvelles UP créées (avec forages, château d'eau, abreuvoirs, magasins d'aliments bétail, parcs de vaccination) - 12 abreuvoirs, 20 parcs de vaccination, 12 magasins d'aliments de bétail, 4 châteaux d'eau 	<p>0¹³</p> <p>12 parcs à vaccination, 12 abreuvoirs et 8</p>	PV de réception des travaux	Les CR attribuent les terres de parcours sollicités par les comités de

¹² L'entreprise chargée de réaliser 60 ha a été sélectionnée, les ordres de services sont transmis ;

¹³ Pour ce qui est de la création de nouvelles UP, le niveau d'exécution de ces infrastructures est réparti comme suit :

- Pour les abreuvoirs, 2 sont réceptionnés, 4 sont à 95% de réalisation et 4 autres sont à 50% ;
- Concernant les magasins de stockage d'aliment de bétail, 7 sont réceptionnés et les 3 autres sont à 60% de réalisation ;
- Pour ce qui est des parcs à vaccination, 8 sont réalisés à hauteur de 90% et les 2 autres sont à 60% de réalisation
- Concernant les 10 nouveaux forages et 10 châteaux d'eau, les ordres de services sont transmis.

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Etat de mise en œuvre au 31 Mars 2017	Sources d'information	Risque/ hypothèses
	construits pour renforcer des UP existantes - 20 km de pare feux	magasins¹⁴ 50 Km¹⁵		gestion des UP
EFFET 2 : l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production	- 50% des producteurs ont adopté au moins une technologie conseillée par le projet (par genre et classe d'âge) - Augmentation des rendements sur les spéculations ciblées et notamment de 1,5T à 4T en moyenne sur le riz (3,5 T/ha pour le riz de bas-fonds et 6T/ha pour SRI) - 70% des producteurs ayant accès aux services de conseils sont satisfaits des services rendus *	Rendement : - Riz pluvial : 3 T/ha en 2015/2016 contre 2,09 T/ha en 2014/2015 - Maïs : 2,8 en 2015/2016 contre 2,7 T/ha en 2014/2015 - Riz irrigué : 6,2 T/ha	Enquêtes	
Produit 3 : les producteurs (agriculteurs et éleveurs) ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement)	- Au moins 26 000 ménages ciblés arrivent à satisfaire leurs besoins annuels en intrants ou aliments de bétail * - Au moins 25 000 ménages ciblés ont acquis au moins un équipement agricole*	26 022 (14 052 producteurs femmes et 7 546 de producteurs jeunes) 21 122 ménages (11 721 producteurs femmes et 6 044 de producteurs jeunes)	Rapports	Agro-dealers et semenciers proches des producteurs
Produit 4 : les producteurs (agriculteurs et éleveurs) ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion	- 100% des producteurs ont accès à un service de conseil dans les 4 régions		Enquêtes	

¹⁴ 02 Châteaux d'eau sont exécutés à 98% et les 02 autres sont à 50% de niveau de réalisation. La résiliation a été prononcée avec le GADEC pour les 02 derniers châteaux d'eau et les marchés sont en cours d'être attribués

¹⁵ Dans le DCP, il est prévu 20km avec remblai latéritique ; l'option prise par le programme est l'ouverture simple avec traitement des points critique. Ainsi, le montant prévu dans le DCP a permis de réaliser de nouveaux pare feu et d'en réhabiliter d'autres existants.

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Etat de mise en œuvre au 31 Mars 2017	Sources d'information	Risque/ hypothèses
Composante 2 : valorisation et mise en marché				
EFFET 3 : l'environnement post-récolte est amélioré pour valoriser la production	<ul style="list-style-type: none"> - 20% de la production transformée et /ou commercialisée - Les MPER réalisent au moins 70% de leurs chiffres d'affaires en offrant des services / produits aux producteurs ciblés 	25% de la production commercialisée	Enquêtes	
Produit 5 : des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché en termes de désenclavement et de stockage	<ul style="list-style-type: none"> - 88 km de pistes rurales réalisées - 12 magasins de stockage de céréales de 120 tonnes au moins chacun sont construits * - 1 SIM 	73,5 km 2¹⁶ 1	PV de réception des travaux	Infrastructures gérées efficacement par les bénéficiaires
Produit 6 : l'émergence de microentreprises rurales crée des opportunités d'emplois en offrant des services amont et aval	<ul style="list-style-type: none"> - 1150 emplois au moins sont créés / consolidés en 6 ans par les MPER * - 200 MPER sont créées /consolidées dans la zone du Programme * 	1 560 emplois : 1 040 pour les femmes et 566 pour les jeunes 196 MPER : 124 MPER femmes et 15 MPER jeunes	Rapports d'activités Enquêtes	L'environnement des affaires dans le secteur agricole est favorable
EFFET 4 : les OP sont dans une dynamique de professionnalisation et d'autonomisation	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 35% des OP de niveau 2 ont atteint le stade d'autonomie (niveau 3) - Au moins 10% des OP de niveau 1 ont atteint le stade d'autonomie (niveau 3) - 75% des membres des OP sont satisfaits des services fournis 		Enquêtes	

¹⁶ Les travaux de construction pour huit (8) magasins d'une capacité de 120 tonnes sont en cours. A Tamba les 2 magasins sont réalisés à hauteur de 98%, il ne reste que le captage des puits, les 2 de Matam sont à 50% de réalisation et ceux de Kolda et Kédougou sont à 15% de réalisation.

Concernant les 4 complexes prévus dans le PTBA 2016, ceux de Tambacounda et Matam sont réceptionnés tandis que ceux de Kédougou et Kolda sont à 80 % de réalisation. Comparativement aux prévisions du PTBA 2016 le taux global est estimé à 90 %.

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Etat de mise en œuvre au 31 Mars 2017	Sources d'information	Risque/ hypothèses
Produit 7 : les OP sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres	- 975 des OP offrent au moins un service à leurs membres	1 146 OP	Enquêtes Rapports de suivi des OP	Gouvernance et démocratie appliquées
4. RESOOURCES				
Personnel de l'UCP et des antennes Partenaires stratégiques Prestataires de services Matériel et équipement	- 45,72 millions USD dont 32,33 millions de prêt du FIDA ; 10,1 millions USD de don de l'Espagne ; 2,67 millions du Gouvernement ; 0,62 millions des bénéficiaires		Accord de prêt Rapports	Appropriation politique et par les bénéficiaires

Appendice 3 A : Etat de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision

Réf	Recommandation	Date	Responsables	Etat	Etat de mis en œuvre
Produits et effets					
1	Renforcer l'appui institutionnel, organisationnel et de développement des capacités aux unions et fédérations pour leur permettre de structurer les services aux OP de base et aux producteurs dans la perspective leur autonomisation et professionnalisation	Continu	OP/UCP	En cours	Appui à la formalisation de 35 OP et de faitières à Kolda; Appui à la structuration de 5 nouvelles faitières communautaires pour une meilleure coordination des prestations de services des OP à leurs membres à Kolda avec l'appui des CP/Bamtaaré ; Appui à l'animation de la fédération des riziculteurs et la mise en place du collège maïs.
2	Affiner la réflexion interne sur les stratégies d'autofinancement des OP, des unions et fédérations (participation des membres, champs collectifs, prélèvements sur les services groupés, diversification des activités économiques)	Continu	OP/UCP	En cours	la réflexion est en cours sur la base de l'expérience réalisée depuis l'année dernière par une faitière des producteurs de la filière riz au niveau de Kolda
3	Renforcer le suivi du prélèvement et de la gestion de l'épargne intrants	Continu	OP/UCP	En cours	
4	Renforcer les unions et fédérations dans la post-récolte notamment les magasins de stockage et matériels de transformation pour faciliter la commercialisation et augmenter les revenus des producteurs	Continu	OP/UCP	En cours	10 magasins en constructions, 2 sont réceptionnés 02 unités de décorticage de riz à Kolda dont la mise en marche négociée avec HBM;
5	Poursuivre l'accompagnement des OP dans les préparations et négociations du financement de matériel agricole lourd	Continu	OP/UCP	En cours	Le processus de mise en place de 6 tracteurs est en cours. Une formation de 12 personnes sur l'utilisation des tracteurs (entretien et maintenance) est faite. La mise en place des comités de gestion est en cours

Réf	Recommandation	Date	Responsables	Etat	Etat de mis en œuvre
6	Poursuivre l'appui au réseautage des MPER par filière ou secteurs d'activités appuyés par le PADAER	31/03/2017	Expert MPER / UCP	Fait	Le réseau RAFF est mis en place le 04 novembre par 60 membres représentants des MPER et des OP de Kédougou, Kolda et Tambacounda. Ce réseau dispose d'un manuel de procédures, d'un statut et d'un plan d'action '(en cours de validation). Le processus de mise de place des autres réseaux (Baobab, Mais- mil, Karité, riz) est en cours. Appui à la mise en place d'une association regroupant les MPER métal (Equipements agricole) des 4 régions (Bureau constitué). La formalisation est en cours.
7	Intensifier les relations OP/MPER pour la fabrication des équipements, les prestations pré et post récoltes, approvisionnement en matière première	Continu	Expert MPER / UCP	En cours	Les MPER de fabrication et entretien des équipements sont rendus compétitifs pour gagner des marchés dans les zones des OP. Les MPER de transformation s'approvisionnent auprès des OP pour le riz, le maïs, le fonio.
8	Promouvoir une PME/PMI locale au niveau de Tambacounda pour la mise sur pied d'une centrale d'approvisionnement en emballage	31/12/2016	Expert MPER / UCP	En cours	C'est une option à long terme pour la durabilité d'accès aux emballages. A cette date, la centrale d'achat d'emballages portée par le RAFF sera mis en relation avec la Centrale ANDADO s/c ITA et celle CNIF du PAFA pour faciliter l'accès aux emballages et éventuellement les ventes groupées,
9	Accélérer le processus de construction / réhabilitation des locaux de production et d'équipements des MPER	31/12/2016	Expert MPER / UCP	En cours	Les études techniques et les devis des constructions et équipements sont réalisées pour 69 MPER. Les propositions des MPER à appuyer sont sélectionnées pour la réalisation de plateformes / de halls de prestations / d'ateliers mécanique/ de boutiques d'intrants et des réhabilitations des MPER et inscrites dans le PTBA 2017. Nous sommes en attentes des recommandations de l'étude encours sur la viabilité économiques des MPER du portefeuille pour mettre en œuvre le processus.
10	Renforcer la mise en relation OP/MPER/IMF par la poursuite de la mise en œuvre du partenariat DID / PADAER et celle en cours de finalisation FADSR / PADAER	Continu	Expert MPER / UCP	En cours	Le Partenariat avec DID se poursuit. Il a été organisé 07 séances de formations clients pour 145 participants (OP et MPER). Partenariat avec FADRS et le FONGIP par le biais de l'IMCEC a permis de faire bénéficier à 122 OP un montant de 79 153 000 F CFA dans la région Kolda.

Réf	Recommandation	Date	Responsables	Etat	Etat de mis en œuvre
11	Poursuivre la stratégie d'implication effective des services techniques et des chambres consulaires par leur mobilisation, pour le suivi accompagnement des MPER (formalisation, contrôle de qualité, législation commerciale....)	Continu	Expert MPER / UCP	En cours	Participation à l'organisation de la foire artisanale de Tambacounda / Préparation conjointe pour la mise en place d'une plateforme des chambres de métiers des autres régions d'intervention du PADAER. Information et capitalisation sur la pratique au PADAER consistant à mettre en relation les MPER de fabrication de matériels agricoles et les OP. A cet effet, 102 MPER ont été sensibilisées sur la législation commerciale, sur le processus de formalisation (RC, NINEA) par les chambres consulaires, services de commerce, ANSD et APIX.
État d'avancement de l'exécution du Programme					
12	Réviser le cadre logique pour refléter les nouvelles valeurs-cibles réaménagé au cours de la RMP.	15/11/2016	RSE/UCP/FIDA	Fait	Le cadre logique du programme a été réactualisé et partagé avec le FIDA
13	Poursuivre avec PAPA le processus de mise en place du SSE sectoriel et clarifier les relations PADAER.DAPSA et PADAER/PAPA	30/11/2016	RSE/UCP/MAE R	En cours	Le PADAER a participé activement à tous les ateliers sur l'élaboration du manuel de suivi évaluation du MAER. Le Draft du manuel est disponible
14	Prendre des dispositions pour donner des droits d'accès aux utilisateurs de la base de données	31/12/2016	RSE	En cours	Les niveaux d'accès sont paramétrés.
15	Renforcer la sensibilisation spécifique pour atteindre la pleine participation des femmes et des jeunes aux formations	Continu	RGGS	En cours	Les différentes initiatives et actions prennent davantage en compte des jeunes et des femmes. 5891 femmes, 2625 jeunes formés sur différents thèmes
16	Définir et concrétiser l'appui du PADAER aux ménages vulnérables identifiés à partir du registre unique initié par le PNBSF	31/12/2016	RGGS/ Chefs d'Antenne/UCP	En cours	Le partenariat avec le PNBSF se poursuit; des bénéficiaires ont été pré-identifiés à Kédougou pour bénéficier des appuis. Les bénéficiaires des autres régions recevront le même type d'appuis.
Aspects fiduciaires					
17	Améliorer le dossier TOMPORTAIL pour un traitement unique de l'ensemble des requêtes notamment l'importation et l'exportation des données des antennes	30/11/2016	TOMATE	En cours	Mise à disposition du nouveau Tomportail sur WEB.

Réf	Recommandation	Date	Responsables	Etat	Etat de mis en œuvre
18	Maintenir la disposition relative au remplacement par un agent prestataire de l'assistant Administratif et Comptable de Kolda démissionnaire	Continu	Coordo/RAF	Fait	Le Prestataire est en place depuis mai 2016
19	Evaluer le Chef d'antenne intérimaire de Matam et le confirmer éventuellement en cas de satisfaction ; recruter un agent prestataire pour occuper le poste de TIR	30/10/2016	Coordo	Fait	Le TIR de Matam a été confirmé comme Chef d'antenne le 26/01/2017
20	Transmettre le rapport d'évaluation du personnel 2015 au FIDA	30/11/2016	Coordo	En cours	Le rapport est disponible au PADAER et sera partagé avec le FIDA et le gouvernement
21	Prendre toutes les dispositions nécessaires pour effectuer l'évaluation des performances du personnel au titre de 2016	31/03/2017	Coordo	En cours	L'évaluation est en cours
22	Prendre en compte pour l'élaboration du PTBA d'achèvement 2017/2018, les éléments énoncés dans le présent rapport	31/10/2016	COORD/Equip e du Programme	Fait	Un PTBA d'achèvement et de clôture est mis à jour à la suite d'une mission d'appui du FIDA au PADAER effectué en Février 2017. Ce PTBA est élaboré sur la base des fonds disponibles
23	Régulariser l'écart de 70 000 en plus dans le compte spécial	30/11/2016	RAF/Compt	Fait	L'écart de 70 000 FCFA a été régularisé par la banque en décembre 2016
24	Procéder à la réallocation des ressources du prêt FIDA	31/12/2016	COORD/MEF/F IDA	Fait	La réallocation des ressources a été effective le 01/12/2016
25	Statuer sur la mise à disposition de ressources additionnelles	31/12/2016	MEF/FIDA	En cours	Le processus de mise à disposition est en cours
26	Formaliser la prise en compte de la contribution des bénéficiaires pour la rendre auditable conformément aux dispositions du manuel des procédures et s'assurer de saisine et de la comptabilisation de la contribution sur les subventions d'équipements et des infrastructures	31/12/2016	COORD/Equip e du Programme	Fait	Les documents sont collectés et seront rendus auditables

Réf	Recommandation	Date	Responsables	Etat	Etat de mis en œuvre
27	Mettre en œuvre les solutions préconisées pour l'entreprise Gadec Services. Résilier le lot 1	17/10/2016	COORD/RAF/S PM	Fait	<p>Le marché a été résilié le 28/10/2016.</p> <p>Le lot 1 (Château d'eau de Pethiel et Château d'eau de Fourdou) a donc été relancé le 09/01/2017 par demande de renseignement et de prix à compétition ouverte. Au terme de la procédure, seul le château de Pethiel a été attribué à la date du 30/01/2017. Le contrat y relatif a été soumis pour signature.</p> <p>Concernant le château de Fourdou, il n'a pas été attribué en même temps que celui de Pethiel, car les montants des offres des candidats étaient largement au-dessus du seuil requis pour la procédure qui avait été utilisée.</p> <p>En conséquence, le château de Fourdou a fait l'objet d'une relance par appel d'offre national et l'ouverture des plis a eu lieu le 10/04/2017. Le marché sera attribué au plus tard le 21/04/2017.</p>
28	Exiger de l'entreprise la livraison des deux châteaux au plus tard le 30 novembre 2016, délai de rigueur, à défaut résilier le lot 2	30/11/2016	COORD/RAF/S PM	En cours	<p>Le marché n'a pas encore été résilié.</p> <p>A la date du 26 janvier 2017, une ultime réunion a été tenue avec GADEC en vue de faire le point par rapport à la mise en œuvre de la recommandation ci-contre ; ladite réunion a été sanctionnée par un PV signé par les deux parties et au terme duquel, GADEC s'était engagé à nouveau à achever les travaux de construction des châteaux du lot 2 (Site loumbi et de Malandou) au plus tard le 31 Mars 2017. A défaut, selon les termes du PV, une mise en demeure automatique serait servie à GADEC et la procédure de résiliation du Contrat déclencherait systématiquement.</p> <p>A la date du 18 Avril 2017, GADEC n'a toujours pas livré les deux châteaux d'eau.</p> <p>Conformément, aux termes du PV susmentionné, une mise en demeure a été servie à GADEC le 18 avril 2017. Si, dans un délai de 15 jours à compter de cette date, GADEC ne livre pas les ouvrages, la résiliation du lot 2 sera prononcée systématiquement et sans préavis.</p>

Réf	Recommandation	Date	Responsables	Etat	Etat de mis en œuvre
29	Mettre en œuvre la solution préconisée pour Sénégalaise Entreprise (Visite de des lieux et mesures appropriées)	17/10/2016	TIR/SPM/Bureau de contrôle	En cours	<p>Une mission conjointe SPM, SIR s'est rendue à Kédougou du 10 au 13 Avril 2017. Les constats suivants ont été faits :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Taux d'exécution physique à date: 80% ✓ Des réserves ont été formulées (Qualité de confection des portes et fenêtres, insuffisance de recouvrement de certains taules de la toiture, existence de trous sur la toiture, ..) <p>Les mesures suivantes ont été prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Une lettre a été adressée à l'entreprise pour lever les réserves susmentionnées; ✓ Dernier délai pour la réception du complexe commercial: 15 Mai 2017; ✓ A défaut, la résiliation du contrat sera prononcée systématiquement et sans préavis.
30	Relever le seuil des ECD pour le porter de 20 000 USD à 75 000USD	31/12/2016	FIDA	En cours	Ce relèvement doit être consigné dans la lettre à l'emprunteur amendé ou à défaut d'une lettre officielle du FIDA adressée au MEF/PADAER. La requête signée par le MEFP est envoyée au FIDA.
31	Respecter le planning de clôture d'audit des comptes 2016	31/03/2017	RAF	Fait	L'audit sera réalisé à partir du 22 mai 2017
Durabilité					
32	Accroître la sensibilisation et mieux étoffer les ateliers de coaching commercial en insistant sur l'intérêt de la contractualisation commerciale	Continu	Experts OP et MPER/EPVMM	En cours	Sensibilisation en cours, A Kédougou, une journée d'intermédiation qui rentre dans le cadre du coaching commercial a été tenue avec à terme la signature des contrats de commercialisation de 1440 T de riz paddy à la SODEFITEX,
33	Renforcer les capacités techniques (traitement, conditionnement, entreposage, aération, etc.) pour permettre aux producteurs ne disposant pas de magasins modernes de sécuriser leurs produits	Continu	Experts OP et MPER/UCP	En cours	<p>Dans la région de Kédougou, les responsables des unions ont été sensibilisés sur, la sécurisation des produits et le groupage pour satisfaire la demande de la rizerie de la SODEFITEX. En rapport avec le PAM les magasins à construire seront équipés de palettes et des séances de renforcement de capacités sur l'entreposage seront réalisées, Ce sera effectif avec l'opérationnalisation des magasins de stockage.</p> <p>Dans la région de Kolda, des sessions d'information et de sensibilisation sur les techniques de séchage de l'oignon ont été tenues pour les 8 comités de gestion des périmètres maraichers en cours d'exploitation avec l'appui de la DRDR.</p>

Réf	Recommandation	Date	Responsables	Etat	Etat de mis en œuvre
34	Sensibiliser et appuyer la souscription à l'assurance agricole indicielle	Continu	EPVMM/UCP	En cours	Sensibilisation en cours jusqu'en mai 2017.
35	Elaborer une stratégie de gestion durable et de maintenance des infrastructures hydro-agricoles	31/03/2017	SIR/TIR/UCP	En cours	TDR élaborés en Octobre 2016
Autres					
36	Accompagner les processus enclenchés de capitalisation d'expériences avec PROCASUR, le consultant recruté par le bureau-pays du FIDA et le FNDASP pour documenter et passer à l'échelle les expériences réussies du PADAER.	31/12/2016	RGGS/UCP	En cours	Les partenariats avec PROCASSUR, FNDASP et le Consultant en capitalisation commis par le FIDA ont bien débuté.
37	Boucler la production du premier numéro du bulletin semestriel et en garantir la continuité.	31/12/2016	RGGS/UCP	En cours	Le processus de bouclage du premier numéro est envisagé pour début mai, avec un tirage en juin 2017.

Appendice 3 B : Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Ne plus écrire aux entreprises pour l'arrêt des travaux pour pause hivernale	CONTINU	UCP	
	Réaliser les travaux restants des 2 châteaux d'eau et des locaux de l'antenne de Matam en régie	CONTINU	UCP	
	Solliciter le MAER afin de rendre disponibles les six tracteurs prévus pour Kédougou et qui ne sont pas encore livrés.	31 mai 2017	Coordo	
	Mener une réflexion pour une bonne stratégie de résilience des producteurs dans une zone aux effets climatiques aussi aléatoires	30 septembre 2017	Coordo/UCP	
	Réaliser un film documentaire qui retrace l'appui du PADAER aux MPER	Mai à Juin 2017	Resp MPER , Resp CGGS	
	Promouvoir de nouvelles MPER pour la fourniture de services spécifiques comme l'emballage	Juin/Juillet 2017	Resp MPER	
	Renforcer le portefeuille par les MPER potentielles identifiées dans le dispositif des PSAAR avec un appui ciblé sur les équipements et la formation en gestion	Juillet 2017	Resp MPER	
	Conditionner chaque appui à un contrat de performance qui garantit la réalisation des activités inscrites dans les plans d'actions de la part de la MPER	Mai 2017	Resp MPER	
	Renforcer le réseautage des filières par un suivi de proximité mené par les conseillers sur la base d'un plan d'actions annuel visant des objectifs spécifiques et réalistes.	En continu	Resp MPER	
	Entamer la réflexion avec les partenaires stratégiques et les OP sur l'avenir du conseil agricole après le PADAER	Immédiat	Resp OP UCP	
	Entamer la réflexion pour permettre aux OP de la troisième génération de pouvoir boucler le cycle de 3 ans de la subvention dégressive	Immédiat	Resp OP/UCP	
	En lien avec les DRDR, renforcer pour les OP des séances d'information sur les facilités de l'environnement des affaires en matière d'accès au crédit (taux d'intérêt, FONGIP....)	Continue	Resp OP/UCP	
	Suivre l'implication effective des OP dans la gouvernance du comité de gestion de la nouvelle unité de traitement de semences de Kédougou	Continue	Resp OP/UCP	
	Documenter et formaliser le contenu de la formation et de l'autoévaluation des relais endogènes pour leur graduation	Continue	Resp OP/UCP	
	Assurer le renforcement des capacités des OP en gestion de partenariat, de contractualisation avec les OM et de respect des engagements	Continue	Resp OP/UCP	
	Encourager et accompagner la formalisation en société coopérative des OP de base ainsi que leur affiliation aux faïtières et prévoir le renforcement institutionnel de ces dernières	Continue	Resp OP/UCP	
	Finaliser le processus lié à l'accès des utilisateurs externes au SSE	31 juillet 2017	RSE /UCP	
	Effectuer une mise à niveau pour chaque entité pour une bonne appropriation du système	31 Juillet 2017	RSE/UCP/Utilisateurs	
	Finaliser l'enquête sur les effets et impacts	31 juillet 2017	RSE/UCP/Consultant SSE	
	Poursuivre l'appui de l'UCP au MAER pour la mise en place du SSE	Continu	UCP/PAPA/ MAER	
	Renforcer la sensibilisation spécifique pour atteindre la pleine participation des femmes et des jeunes aux formations, surtout à celles sur le leadership et la gestion des OP.	Continu	RGGS	

	Poursuivre l'identification de champions locaux, femmes et jeunes, dans toute la zone d'intervention.	Décembre 2017	RGGS/ Chefs d'Antenne
	Renforcer les appuis aux PVVIH et aux handicapés, en particulier à l'Association régionale des personnes handicapées de Tambacounda	Décembre 2017	RGGS/ Chefs d'Antenne
	Renforcer les capacités des champions locaux et définir un plan d'actions simple pour les groupes d'apprentissages.	Décembre 2017	RGGS/ Chef d'Antenne Kédougou/ Baamtare Kédougou
	Etudier les possibilités d'organiser des atelier de partage des expériences au niveau régional, des bonnes pratiques et des innovations développés par le PADAER sur la base des ressources financières disponibles.	Décembre 2017	RGGS/RAF/UCP
Durabilité			
	Elaborer la stratégie de gestion et de maintenance durables des infrastructures rurales réalisées par le PADAER en convention avec un partenaire stratégique	30 juin 2017	SIR/UCP
Aspects fiduciaires			
	Procéder dans les plus brefs délais aux évaluations de performance du personnel 2016	Immédiat	Coordonnateur/RAF/Chef d'Antenne
	Transmettre les évaluations du personnel 2015 et 2016 au FIDA	Immédiat	Coordonnateur
	Confirmer le responsable Suivi & Evaluation	02 mai 2017	RAF/ FIDA
	Régler définitivement l'assurance maladie du personnel	Immédiat	Coordonnateur/ Gouvernement
	Finaliser l'amélioration du dossier TOMPORTAIL pour un traitement unique de l'ensemble des requêtes	30 juin 2017	RAF/ Chef Comptable
	Régulariser la situation des engagements au niveau du Module Tom2Pro	30 juin 2017	RAF/ Chef Comptable
	Traiter la requête n° 3206/MEFP/DGF/DFM/BAA/id du 28/03/2017 relative au relèvement de l'avance autorisée pour la porter à 1,2 milliard	Immédiat	FIDA
	Augmenter le seuil des ECD pour le porter de 20 000 USD à 75 000USD	Immédiat	FIDA
	Faire signé le Procès-Verbal pour solde de tout compte du lot 1 par GADEC Service afin d'enclencher la procédure de remboursement d'un mont 30 934 027 FCFA pour le marché de construction de 2 châteaux d'eau sur les sites de Péthiel et de Fourdou	Immédiat	Chef Antenne Matam
	Procéder dans les plus brefs délais aux évaluations de performance du personnel 2016	Immédiat	Coordinateur/RAF/SPM
	Transmettre les évaluations du personnel 2015 et 2016 au FIDA	30 avril 2017	Chef d'Antenne Kdg
	Confirmer le responsable Suivi & Evaluation	Continu	RAF/ Chef Comptable
	Régler définitivement l'assurance maladie du personnel	Continu	RAF/Chef Comptable

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier 2016 au 31 Décembre 2016			Période : 1er Janvier 2017 au 31 Mars 2017			Progrès effectif global	Objectif revus à la RMP	% par rapport aux objectifs du DCP
		Objectifs PTBA 2016	Progrès effectif	% par rapport au PTBA	Objectif s PTBA 2017	Progrès effectif	% par rapport au PTBA			
Composante 1: Amélioration de l'offre de produits agricoles										
Sous/Composante 11: Les aménagements hydro agricoles										
Nombre de périmètres polycoles de 10 ha	Pér			-	4	0	0%	0	6	0%
Nombre d'ha d'anciens PIV replané	Ha	200	235.9	118%	-	-	-	763,9	763	100%
Nombre d'ha de bas-fonds	Ha	30	0	0%	90	30	33%	445	580	77%
Nombre d'ha de plaines d'épandage	Ha	50	50	100%	40	0	0%	160	200	80%
Nombre d'ha d'aménagement parcellaire complémentaire	Ha	517	415	80%	-	17	-	563	558	101%
Nombre d'ha de PISO réhabilités et équipés	Ha	82	50	61%	25	0	0%	94,5	125	76%
Nombre d'ha de DRS /CES aménagé	Ha	2 425	1 151,8	47,5%	1675	0	0%	3 609,8	6 000	60%
Sous/Composante 12: Les infrastructures pastorales										
Nombre de nouvelles UP créées	UP	10		0%	10	-	0%	0	10	0%
Nombre d'abreuvoirs	Ab	4	4	100%	-	-	-	12	12	100%
Nombre de parc à vaccination	PV	4	4	100%	8	-	0%	12	20	60%
Nombre de magasins de d'aliments de bétail	Mag AB	8		0%	-	8	-	8	12	67%
Nombre de château d'eau construits pour renforcer les UP	Ch Eau	4	-	0%	-		-	-	4	0%
Nombre de km de pares feux	Km	0		-	20	50	250%	50	20	250%
Sous/Composante 13: L'accès aux facteurs de production										
Nombre de ménages ayant accès aux intrants	Ménages	20 000	26 022	130%	20 000	0	-	26 022	26 000	100%
Nombre d'OP ayant accès aux petits équipements	OP	91	505	555%	225	0	-	658	975	67%
Nombre d'OP appuyé dans la production de semences	OP	17	28	165%	70	0	-	53	70	76%

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier 2016 au 31 Décembre 2016			Période : 1er Janvier 2017 au 31 Mars 2017			Progrès effectif global	Objectif revus à la RMP	% par rapport aux objectifs du DCP
		Objectifs PTBA 2016	Progrès effectif	% par rapport au PTBA	Objectif s PTBA 2017	Progrès effectif	% par rapport au PTBA			
Sous/Composante 14: L'appui conseil										
Nombre de personnes sensibilisées sur le programme	Pers	20 000	35 406	177%	20 000	0	-	99 117	100 000	99%
Nombre de ménages ayant accès à un service de conseil dans les 4 régions	Ménages	20 000	43 702	219%	20 000	0	-	43 702	50 000	87%
Nombre de producteurs bénéficiaires de visites d'échanges	Prod	100	42	42%	50	0	-	277	3 000	9%
Composante 2: Valorisation et mise en marché										
Sous/Composante 21: Infrastructures marchandes										
Nombre de km de pistes rurales réalisées	Km	8	0	0%	31	0	0%	73.5	88	84%
Nombre de magasins de stockage de céréales construits *	Magasin	4	2	50%	8	0	0%	2	12	17%
Sous/Composante 22: Appui à la transformation et à l'entrepreneariat rural										
Nombre de MPER Appuyés dans l'acquisition des équipements de transformation	MPER	69	1	1%	11	-	0%	59	150	39%
Nombre de MPER ayant reçu une formation professionnelle	MPER	100	58	58%	50	-	0%	236	200	118%
Nombre de MPER mises en position d'apprentissage	MPER	20	23	115%	20	25	125%	48	25	192%
Nombre de MPER suivis et accompagnés	MPER	170	196	115%	200	196	98%	196	200	98%
Sous/Composante 23: Professionnalisation des acteurs										
Nombre d'OP ayant fait l'objet d'un diagnostic	OP	80	157	196%	-	-	-	759	975	78%
Nombre de membres des OP ayant suivi des sessions d'alphabétisation	Mbr	250	0	0%	-	-	-	0	1 800	0%
Nombre de dirigeant des OP formés à leur rôle	Dir	250	430	172%	-	-	-	547	5 400	10%
Nombre de relais d'OP formés	Rel	400	27	7%	200	0	0%	422	975	43%
Nombre de membre des unions formés en	Mbr	0		-	-	-	-	66	225	29%

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier 2016 au 31 Décembre 2016			Période : 1er Janvier 2017 au 31 Mars 2017			Progrès effectif global	Objectif revus à la RMP	% par rapport aux objectifs du DCP
		Objectifs PTBA 2016	Progrès effectif	% par rapport au PTBA	Objectifs PTBA 2017	Progrès effectif	% par rapport au PTBA			
planification stratégique										
Nombre de membres formés en gestion administrative	Mbr	0		-	50	0	0%	79	225	35%
Nombre de membres des Unions formés en lobbying et négociation	Mbr	75	31	41%	50	0	0%	181	225	80%
Composante 3: Coordination, suivi évaluation, gestion des savoirs et genre										
Sous/Composante 31: Coordination et Gestion										
. Nombre de locaux réaménagés pour UCP Tamba	Locaux	0		-	0	-	-	2	2	100%
. Nombre de locaux Réhabilités /construits pour les Antennes	Locaux	1	0	0%	1	0	0%	2	3	67%
. Nombre de véhicules acquis	Véhicule	0	-	-	0	-	-	9	10	90%
. Nombre d'ordinateurs fixes acquis	Ordinateur	0	-	-	-	-	-	31	17	182%
. Nombre d'ordinateurs portables acquis	Ordinateur	0	-	-	-	-	-	28	12	233%
. Nombre de sessions de formation organisées pour le personnel du PADAER et de ses partenaires	Session	5	5	100%	2	0	0%	17	15	113%
. Nombre d'atelier de démarrage organisé	Atel	0		-	-	-	-	1	1	100%
. Nombre d'atelier de capitalisation et de clôture du programme organisé	Atel	0	-	-	0	-	-		1	0%
. Nombre d'audit annuel des comptes effectué par le programme	Audit	1	1	100%	1	0	0%	3	5	60%
. Nombre d'ateliers participatifs pour la préparation des PTBA réalisé	Atel	4	4	100%	0	-	-	10	16	63%
. Nombre de réunions du Comité de pilotage national organisé	Réunion	2	1	50%	1	0	0%	5	6	83%
Sous/Composante 32: Gestion des savoirs et communication, Genre, Suivi Evaluation										

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier 2016 au 31 Décembre 2016			Période : 1er Janvier 2017 au 31 Mars 2017			Progrès effectif global	Objectif revus à la RMP	% par rapport aux objectifs du DCP
		Objectifs PTBA 2016	Progrès effectif	% par rapport au PTBA	Objectif s PTBA 2017	Progrès effectif	% par rapport au PTBA			
Suivi-évaluation										
. Nombre d'études évaluation de fin de programme réalisé	Etude	0	-	-	0	-	-		2	0%
. Nombre d'étude situation de référence socio-économique réalisé	Etude	0	0	-	0	-	-	2	2	100%
Gestion des savoirs, Genre et Communication										
. Nombre d'Ateliers de Capitalisation organisés	Atel	1	1	100%	1	0	0%	2	4	50%
. Nombre de documents de capitalisation produits	Doc	1	0	0%	1	0	0%	3	6	50%
. Nombre d'émissions radiophoniques (dont en langues locales) réalisé	E Radio	12	35	292%	12	0	0%	220	176	125%
. Nombre d'ateliers de sensibilisation sur le genre réalisé	Atel	2	2	100%	3	0	0%	8	32	25%
Sous/Composante 33: Appui institutionnel au Ministère de l'Agriculture et au Ministère de l'Elevage										
Suivi-évaluation										
. Système de suivi évaluation mis en place au niveau sectoriel	SSE		-	-	-			1	1	100%
Appui Institutionnel au Ministère de L'Agriculture et de l'Equipement Rural										
. Nombre d'études réalisées par le MAER	Etude	0	-	-	0	-	-		1	0%
. Nombre d'ateliers organisé par le MAER	Atel	0	-	-	0	-	-	4	6	67%
Appui Institutionnel au Ministère de L'Elevage										
. Nombre d'ateliers zonaux appuyé pour l'élaboration du code pastoral	Atel	0	-	-	-	-	-	4	3	133%
. Nombre d'atelier national de validation organisé	Atel	0	-	-	1	0	0%	0	1	0%
. Nombre d'ateliers de partage du code avec les élus et partenaires organisé	Atel	0	-	-	-	-	-	6	6	100%
. Appui à l'édition et à la diffusion du code	Appui	1	0	0%	1	0	0%	0	1	0%
. Nombre d'ateliers de vulgarisation du	Atel	0	-	-	4	0	0%	0	4	0%

Sénégal

Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural (PADAER)

Aide-mémoire du rapport de supervision - Dates de la mission: du 18 au 30 avril 2017

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier 2016 au 31 Décembre 2016			Période : 1er Janvier 2017 au 31 Mars 2017			Progrès effectif global	Objectif revus à la RMP	% par rapport aux objectifs du DCP
		Objectifs PTBA 2016	Progrès effectif	% par rapport au PTBA	Objectifs PTBA 2017	Progrès effectif	% par rapport au PTBA			
code pastorale organisé										

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A ; Appendice 5A AU 31/03/2017

Table 5A: Financial performance by financier (USD 000)

Financier	Approved	Disbursement	Per cent disbursed
IFAD loan	32330	28402,3	87,9%
FSP	10092	7003,2	69,4%
Government	2677	2157,4	80,6%
Bénéficiaires	619	1924,3	310,9%
Total	45718	39487,2	86,37%

au taux de

1 USD =

500,00 FCFA

Taux document conception

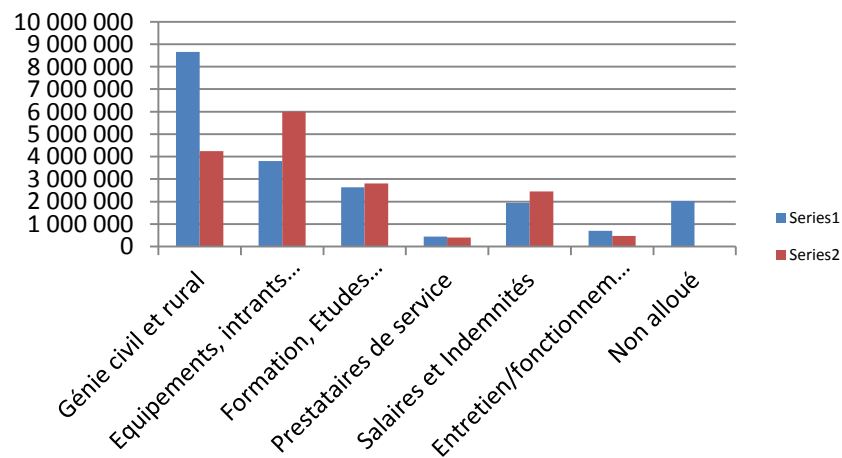
Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) AU 31 MARS 2017

	Accord FIDA			FSP			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
Composantes	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%
Offre agricole	9799	15 371	156,9%	9796	7 003	71,5%	2544	1 325	52,1%	269	1 924	715,3%	22 408,0	25 623,7	114,35%
Mise en marché	15845	3 896	24,6%	296		0,0%	0	288	#DIV/0!	350		0,0%	16 491,0	4 183,8	25,37%
UCP	6686	9 135	136,6%				133	544	409,3%				6 819,0	9 679,6	141,95%
Total	32 330,0	28 402,3	87,9%	10 092,0	7 003,2	69,4%	2 677,0	2 157,4	80,6%	619,00	1 924,26	310,9%	45 718,0	39 487,2	86,37%

Taux USD/FCFA appliqué : : 500

Appendice C5 ; Décaissement du Prêt FIDA en DTS au 31 mars 2017

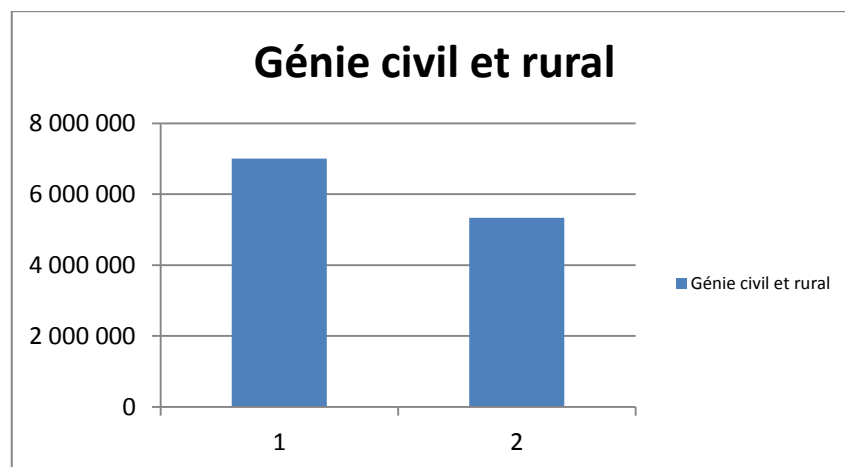
N	Catégorie	Montant après réallocation	Disbursement (Drf 1 à 39)	Balance	%	W/A Pending au FIDA	W/A Pending au PADAER au 31/03/2017 DRF 41	Total	%
I	Génie civil et rural	8 650 000	3 844 218,12	4 805 782	44,44%	0,00	394 870,81	4 239 088,93	49,01%
II	Equipements, intrants et MT	3 800 000	5 987 575,37	-2 187 575	157,57%	0,00	0,00	5 987 575,37	157,57%
III	Formation, Etudes inform et AT	2 640 000	2 686 988,33	-46 988	101,78%	0,00	120 446,40	2 807 434,73	106,34%
IV	Prestataires de service	450 000	362 080,04	87 920	80,46%	0,00	46 339,72	408 419,76	90,76%
V	Salaires et Indemnités	2 320 000	2 337 394,78	-17 395	100,75%	0,00	106 992,98	2 444 387,76	105,36%
VI	Entretien/fonctionnement	700 000	465 493,29	234 507	66,50%	0,00	14 155,97	479 649,26	68,52%
	Non alloué	1 640 000							
	Dépôt initial		1 064 056,95	-1 064 057		0,00		1 064 056,95	
	Total	20 200 000	16 747 806,88	3 452 193	82,91%	0,00	682 805,89	17 430 612,77	86,29%



1 DTS = 832,2191956 FCFA

Appendice C5 : Décaissement du Prêt FFA en DTS au 31 mars 2017

N	Catégorie	Original Allocation	Current Allocation	Disbursement (Drf 1 à 15)	Balance	%	W/A Pending au Fida	W/A Pending au PADAER au 31/03/2017 DRF 16	Total	%
I	Génie civil et rural	7 000 000	20 000,00	4 646 912,92	2 353 087,08	66,38%	0,00	152 794,78	4 799 707,70	68,57%
	Dépôt initial			533 571,56	-533 571,56		0,00		533 571,56	
	Total	7 000 000	20 000,00	5 180 484,48	1 819 515,52	74,01%	0,00	152 794,78	5 333 279,26	76,19%

1 EURO = 655,957 FCFA

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement au 31/03/2017

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Section B, B, 10 « Contrepartie » de l'Accord de Financement	« L'Emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du Programme pour un montant approximatif de 8 664 000 USD représentant l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront acquis par le Programme, qui seront pris en charge par l'Emprunteur au moyen d'exonérations des droits et taxes sur les importations ou en recourant à la procédure de chèques du Trésor ».	Pour mémoire	Fait	Retenir comme prévision en matière de contrepartie sur la durée du Programme le montant de 2,670 millions USD du plan de financement et non 8,664 millions USD tel qu'il est stipulé dans l'accord de financement. La réalisation de la contrepartie taxes suit l'exécution du PTBA
section 7.01/ CG, b, ii PTBA	«l' agent principal du projet soumet au Fonds, pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard 60 jours avant le début de l'année »	31/10/2016	Fait	Le PTBA 2017/2018 a été envoyé au FIDA le 31/10/2016. Ce PTBA a fait l'objet d'une révision avec l'appui du FIDA en Février 2017.
section 7.08, CG/a « assurance »	« l'agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens et constructions utilisés dans le cadre du projet..... »	Pour mémoire	Fait	Les locaux du Projet sont du patrimoine de l'Etat qui en assure l'assurance contre les risques d'incendie à travers l'agent judiciaire de l'Etat.
section 7.11, CG/« personnel du projet »	« l'agent principal du projet assure le personnel du projet contre les risques de maladie et d'accident »	30/06/2017	En cours	Le Personnel du Projet est assuré actuellement par la compagnie AXA Assurance. La couverture d'assurance pour 2015/2016 est expirée depuis le 15/08/16. La prime d'assurance pour 2016/2017 s'élève à 36 680 000 FCFA et prendra effet à partir de la mise à disposition des cartes en cours de régularisation.
section 8.03 « rapport d'activité »	« L'agent principal remet au fonds des rapports d'activités périodiques	31/03/2017	Fait	Le rapport SYGRI 2016 accompagné de la note explicative a été envoyé au FIDA le 30 janvier 2017. Le rapport annuel 2016 a été envoyé au FIDA le 31/03/2017
section 9.02 « Etats financiers »	« L'Emprunteur remet au fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés..... dans un délai de quatre (4) mois après la clôture de chaque année fiscale »	30/04/2017	Fait	Les états financiers 2016 ont été envoyés au FIDA le 28/04/2017.
section 9.03, b « Audit des comptes »	« L'emprunteur doit remettre au Fonds dans les six (6) mois suivant la fin de l'année fiscale une copie conforme du rapport d'audit.... »	20/06/2017	A mettre en œuvre	Le rapport définitif d'audit des comptes 2016 sera transmis au FIDA avant le 20/06/2017

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Le programme continue à être ouvert au partage des expériences et à la capitalisation sur les bonnes pratiques et les innovations développées par d'autres projets. A cet égard, le PADAER a formé tous ses agents sur l'utilisation de la plateforme de gestion des savoirs qui abrite un système d'information sur les marchés, des bases de données sur les OP et les MPER, un espace collaboratif de travail, etc. Le Chef d'Antenne de Kédougou et le TIR de l'Antenne de Kolda ont participé à la route d'apprentissage¹⁷ sur les droits à la terre et à l'eau au Sénégal et en Mauritanie, organisé dans le cadre du don octroyé par le FIDA à l'organisation PROCASUR. Un plan d'innovation a été préparé et soumis à PROCASUR qui devra envoyer son feedback.

Implication des Associations sportives et culturelles (ASC) pour l'inclusion des jeunes. Après la participation du RGGS, du TIR de Kolda et du représentant de zone de BAAMTARE à Kédougou à l'atelier de formation sur la capitalisation d'expériences organisée par le bureau FIDA de Dakar et PROCASUR¹⁸, au cours duquel une visite d'échange a été organisée avec l'Association sportive et culturelle (ASC) Jamm Bugum de Niakhar (Fatick) appuyée par le PAFA, le PADAER a décidé de tester l'approche d'impliquer les ASC dans les activités productives agricoles, afin de promouvoir la mobilisation et l'inclusion des jeunes. La première expérience est en train d'être pilotée dans la région de Kédougou avec l'ASC d'Ibel qui compte actuellement 60 jeunes. Grâce à cette initiative, le retour vers l'agriculture de groupes de jeunes jadis tournés vers l'orpaillage ou les activités sportives hivernales est un changement de comportements positif déjà perceptible.

Groupes d'apprentissage. Le PADAER a mis en place deux groupes d'apprentissage à Kédougou sur le riz et le maïs. Lesdits groupes sont constitués de champions locaux identifiés et proposés par les communautés; ils disposent de potentiels et capitalisent de l'expérience et de l'expertise dans la production agricole. Les groupes d'apprentissages mis en place participent à la pérennisation de l'offre de services du PADAER par un accompagnement volontaire de leurs pairs.

Visites d'échanges. Le PADAER a organisé plusieurs visites d'échanges pour l'équipe et les bénéficiaires afin d'apprendre par les expériences en cours et de partager les connaissances. Une visite intéressante 31 jeunes producteurs a été organisée à Saint Louis avec la SAED dans le cadre de la gestion des activités post-récoltes du 26 au 30 décembre 2016.

Tests pilotes sur le riz de plateau. Enfin, le programme, avec l'appui de la Direction Régionale du Développement Rural de Kédougou et les autres acteurs locaux, pilote les essais et expérimentations du riz de plateau dans la région de Kédougou et fait bénéficier desdites expériences aux producteurs de riz de Tambacounda.

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

1. Parcs à vaccination et abreuvoirs:

Dans le cadre du renforcement des unités pastorales existantes, des résultats importants ont été atteints avec la livraison de 12 parcs à vaccination et de 12 abreuvoirs. La réalisation des parcs à vaccination multifonctionnels présente différentes innovations dont: la mise en place de quais d'embarquement, l'option d'un modèle mixte qui prenant en compte aussi bien les petits que les grands ruminants, la durabilité des matériaux utilisés (tubes galvanisés) qui résistent mieux à l'usure du temps, etc.

Les éléments innovants des abreuvoirs sont surtout le design (forme en T) qui favorise une meilleure accessibilité des troupeaux, la grande capacité d'accueil, le revêtement en dur des abords des

¹⁷ Route d'apprentissage "Garantir les droits à la terre et à l'eau dans des systèmes d'irrigation à travers des outils innovateurs et des solutions pratiques : cas du Sénégal et de la Mauritanie", 6-16 mars 2017

¹⁸ Atelier Méthodologique – "Pour une gestion inclusive des savoirs locaux grâce à la systématisation de bonnes pratiques", Dakar et Kaolack, 6-9 septembre 2016.

abreuvoirs pour plus de commodités pour le bétail, etc.

Ces réalisations ont été appréciées par les bénéficiaires, les techniciens et les autorités et seront mises à l'échelle dans les nouvelles UP et ailleurs par d'autres programmes. Mme le Ministre de l'Elevage et des Productions Animales a personnellement visité et salué la qualité des réalisations du PADAER.

2. Introduction et diffusion du riz de plateau, une opportunité pour atteindre les objectifs du PRACAS

Dans le cadre de la contribution aux objectifs assignés par le PRACAS et d'augmentation de la production rizicole, le PADAER a choisi d'appuyer la vulgarisation de la culture du riz de plateau dans les régions de Kédougou, Kolda et Tambacounda. Dans ces zones et dans les communautés appuyées par le PADAER, la riziculture de bas-fonds est une pratique ancienne, par conséquent la vulgarisation du riz de plateau a nécessité une sensibilisation et des formations techniques appropriées. Le groupe d'apprentissage sur le riz mis en place par le PADAER appuie la diffusion de la culture du riz de plateau. Des réflexions sont en cours par rapport à cette innovation car, si d'un côté elle permet de répondre aux objectifs du gouvernement pour atteindre l'autosuffisance en riz, d'autre côté elle présente des contraintes évidents liés à la pluviométrie.

3. La fonction de désenclavement des villages environnants par les ouvrages structurants hydroagricoles

La conception des ouvrages hydro agricoles à travers la réalisation de digues-routes, de micro barrages, etc., en plus de leur fonction primaire de retenue d'eau, a intégré le désenclavement des zones rurales avec comme impacts immédiats pour les populations un meilleur accès aux services sociaux de base, l'écoulement de la production, une bonne circulation des biens, l'amélioration des conditions de vie, etc. Ainsi, 460 hameaux et villages des régions de Kolda et Tambacounda ont été désenclavés grâce aux ouvrages à "double fonctions" (hydro agricole et franchissement) réalisés par le PADAER.

4. Les partenariats public/privés pour améliorer l'offre de produits et services agricoles et promouvoir l'emploi des jeunes

Le PADAER a développé un certain nombre de partenariats publique/privés: avec la MPER Djibril Sène, les entreprises HBM et BioEssence, et le GIE YELITAARE de la bananeraie de Laboya. Ces partenariats promeuvent des initiatives de développement agricole tendant à améliorer l'offre de produits (transformation agro-alimentaire) et services agricoles (pré et post récolte), ainsi que la promotion de l'emploi de jeunes.

Dans le cas spécifique:

- Le partenariat avec la MPER Djibril Sène présente comme élément innovant le création d'une relation forte OP/MPER pour la fourniture de services de pré-récolte (labour) et de post-récolte (décorticage, égrenage et battage). Grace aux appuis du PADAER, la MPER a pu créer six emplois contractuels, dont deux pour les jeunes.
- Le partenariat avec Hydro Bati Mec (HBM) a permis à 11 jeunes, bénéficiaires du PADAER d'être en position d'apprentissage. Un schéma d'insertion pour ces jeunes est décliné avec HBM pour qu'ils mettent en place des unités adéquates de transformation et de valorisation (au moins cinq unités de décorticage de riz et quatre unités d'égreneuse de maïs), capables d'offrir des prestations de qualité à leurs communautés.
- Le partenariat avec BIOESSENCE a permis de former 141 MPER sur la certification bio et équitable, les bonnes pratiques de fabrication, les règles et procédures de traçabilité et de codification GS1, la normalisation de l'étiquetage. En plus, 40 producteurs ont été encadrés pour une mise à niveau sur un certain nombre d'aspects, dont la formalisation au registre de commerce, l'élaboration des marques/logos, les fiches signalétiques, les étiquettes, la création des codes-barres et l'introduction des demandes d'autorisation FRA leur permettant d'envoyer leur produits au SIA 2016 en France et à la FIARA 2016 de Dakar. Grace à ce partenariat, les producteurs de riz et les MPER intervenant dans l'agro-alimentaire ont pu avoir accès aux emballages de qualité, ce qui représente une nouveauté dans la zone d'intervention du PADAER

et qui permette de vendre la même quantité de produit transformé à un prix plus élevé.

- Le partenariat avec le GIE YELITAARE, géré par le promoteur Mamadou Sall, permet une forte inclusion des jeunes et la création d'emplois rémunérateurs pour 109 jeunes (102 hommes et 7 femmes) à travers la réalisation de 35 ha (sur les 50 ha prévus) de bananeraie irriguée au micro-jet. Le système d'irrigation innovant, en train d'être testé, permet aux jeunes de gagner du temps significatif dans l'arrosage des plants de banane par rapport au système traditionnel. L'épargne de temps permet aux jeunes de se consacrer à d'autres activités, telles que la formation, les activités en amont de la filière et/ou la culture des parcelles plus vastes.

5. Le solution pour l'épargne-intrant développée par les OP membres de la Fédération des Producteurs de Saré Mansaly de Kolda

Lors de cette mission de supervision, le chef d'antenne de Kolda a présenté un système innovant mis en place par la Fédération de producteurs de Saré Mansaly de Kolda pour rechercher une solution durable à la question de l'épargne intrant. Cette union a pris le devant en constituant un stock de céréales à partir d'une cotisation en nature des membres. Le stock est monnayé pour verser l'apport des membres dans le cadre du financement dégressif ou pour servir de garantie financière nécessaire à l'obtention du crédit au niveau de la CNCAS. Cette expérience est en train d'être capitalisée par le PADAER.
